



Haïti opération Relèvement

Résumé du plan d'action

Juillet 2011 – Décembre 2012

www.ifrc.org

Sauver des vies, changer les mentalités.



International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Federación Internacional de Sociedades de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja
الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر

Table des matières

Sigles, acronymes et abréviations	3
Résumé	4
Généralités, contexte et justification	7
Description succincte du contexte de relèvement	7
Résumé des mesures de planification	8
Résumé de la stratégie de relèvement proposée par la Fédération	9
Résultats obtenus à ce jour par la Fédération	10
Le plan d’action. Les piliers à l’origine et maintenant	11
Résumé des résultats attendus	12
Pilier 1 : opération Relèvement	15
Approche communautaire intégrée (INA)	15
Programme autonome de relèvement	25
<i>Abris et établissements humains</i>	25
<i>Solutions d’urgence pour l’eau et l’assainissement</i>	27
<i>Eau, assainissement et santé à Léogâne</i>	31
<i>Secours</i>	34
<i>Prévention de la violence</i>	35
Pilier 2 : développement de la Société nationale	37
Soutien à la stratégie de développement 2010-2015 de la Croix-Rouge haïtienne	37
Domaines prioritaires et principaux résultats pour 2011-2012	41
<i>Santé et soins de santé</i>	41
<i>Gestion des risques de catastrophe</i>	45
<i>Service d’ambulances</i>	48
Un environnement propice : le soutien aux programmes	49
Coordination du Mouvement	49
Communication avec les bénéficiaires	50
Services d’appui	51
<i>Communication</i>	51
<i>Logistique</i>	52
<i>Ressources humaines</i>	52
<i>Sécurité</i>	53
<i>Camp de base</i>	53
<i>Gestion des risques</i>	54
Annexe : prévention de la violence	55

i. Sigles, acronymes et abréviations

CASEC	Conseil d'administration de la section communale
CR/CR	Croix-Rouge et Croissant-Rouge
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DINEPA	Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement
ECCO	évaluation et certification des capacités organisationnelles
EVC	évaluation de la vulnérabilité et des capacités
IASC	Comité permanent interorganisations (<i>Inter-Agency Standing Committee</i>)
INA	approche communautaire intégrée (<i>Integrated Neighbourhood Approach</i>)
IVR	serveur vocal interactif (<i>Interactive Voice Response</i>)
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MSPP	ministère de la Santé publique et de la Population
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (<i>United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PARDH	Plan d'action pour le relèvement et de développement d'Haïti
PASSA	Démarche participative de sensibilisation à la sécurité du logement (<i>Participatory Approach for Safe Shelter Awareness</i>)
PHAST	processus participatif pour la modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement (<i>Participatory Hygiene and Sanitation Transformation</i>)
PME	petites et moyennes entreprises
PREKAD	Projet de reconstruction de quartiers défavorisés de Port-au-Prince
PSP	programme de soutien psychosocial
PSSC	Premiers secours et santé à base communautaire
sida	syndrome d'immunodéficience acquise
SN	Société nationale
Sphère (Projet)	La Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire
WASH (Programme)	Approvisionnement en eau, assainissement et promotion de l'hygiène
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (<i>United Nations Children's Fund</i>)
VIH	virus de l'immunodéficience humaine

ii. Résumé

Dix-huit mois se sont écoulés depuis le 12 janvier 2010, lorsque le tremblement de terre a détruit la plus grande partie de la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, et les localités voisines. Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les Nations Unies et des centaines d'organisations non gouvernementales nationales et internationales ont réagi immédiatement et massivement. L'intervention de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'est inscrite dans la perspective d'un appui aux plans stratégiques mis au point par la Société nationale de la Croix-Rouge haïtienne et par le gouvernement haïtien, afin de répondre aux besoins humanitaires immédiats et d'apporter une contribution à plus long terme pour le relèvement de la population sinistrée.

L'opération collective de relèvement progresse, avec 100 920 solutions d'hébergement livrées au 31 juillet 2011 ; 15 268 l'ont été par la Fédération internationale et ses partenaires. Le nombre de sites pour personnes déplacées a été ramené de quelque 1 500 en juillet 2010 à un millier en mai 2011. Les défis à relever et les contraintes à surmonter concernent notamment l'environnement politique instable, les difficultés logistiques lorsqu'il s'agit de travailler dans la ville de Port-au-Prince à très forte densité de population, avec quelque 600 000 personnes vivant toujours dans des camps dans la ville et autour, la répétition d'événements climatiques catastrophiques, notamment la saison annuelle des ouragans, et l'épidémie inattendue de choléra d'octobre 2010, qui continuera d'affecter Haïti ces prochaines années.

Ce plan d'action révisé fait suite à une série de mesures qui ont débuté en janvier 2010 avec la publication de l'appel préliminaire révisé pour le tremblement de terre en Haïti, pour un montant de 105 millions de francs suisses, et une actualisation des opérations et un budget révisé à 218 millions de francs suisses, publiés au début février 2010. Un plan d'action Croix-Rouge/Croissant-Rouge a été préparé sur la base des évaluations entreprises par la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge et d'autres acteurs, ainsi que du plan stratégique de la Croix-Rouge haïtienne et du Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti (PARDH) élaboré par le gouvernement haïtien. Le plan d'action du Secrétariat de la Fédération internationale a été publié en septembre 2010 : il reflète la structure du plan d'action à l'échelle de la Fédération et précise la mise en œuvre opérationnelle des engagements du Secrétariat. Les résultats obtenus par rapport au plan d'action du Secrétariat pour la période allant du 12 janvier 2010 au 30 juin 2011 sont disponibles dans le rapport de synthèse sur le tremblement de terre en Haïti, publié au début novembre 2011.

Le Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération pour Haïti a été mis au point en mars 2011 : il est censé optimiser l'impact de l'action de la Fédération internationale en Haïti. Ce Cadre stratégique harmonise le travail des Sociétés nationales membres de la Fédération à la lumière d'une vision et d'une orientation stratégique communes. L'initiative s'inscrit dans le droit fil de la Stratégie 2020, qui affirme la détermination de la Fédération de faire plus, de le faire mieux et d'aller plus loin, grâce à une approche harmonisée à l'échelle de la Fédération, de la planification, de la gestion de la performance et de la redevabilité.

La stratégie de relèvement de la Fédération internationale suit son Cadre stratégique et est centrée sur trois domaines : 1) le retrait progressif de la phase des camps et des autres interventions d'urgence ; 2) le développement de l'approche communautaire intégrée (*Integrated Neighbourhood Approach, INA*), tout en honorant les engagements de relèvement pris précédemment tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Port-au-Prince ; et 3) le soutien au développement de la Croix-Rouge haïtienne.

Ce résumé du plan d'action révisé a pour but d'exposer clairement les mesures préconisées par le Secrétariat de la Fédération internationale pour aller de l'avant, en fonction des fonds disponibles en juillet 2011 pour l'opération Relèvement. Il couvre la période allant de juillet 2011 à décembre 2012 et remplace donc le plan d'action du Secrétariat publié en septembre 2010. Il garde l'approche par « piliers », mais la structure en a été simplifiée pour réduire au minimum les recouvrements et les

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

redondances qui étaient apparus dans la configuration à trois « piliers » du plan d'action 2010. Il reflète aussi une diminution du rôle de la Fédération dans les services essentiels assurés par la Croix-Rouge haïtienne (santé et soins de santé, gestion des risques de catastrophe) et une participation mieux ciblée de la Fédération en matière de relèvement intégré.

- Pilier 1 : opération Relèvement
- Pilier 2 : développement de la Société nationale

C'est la Croix-Rouge haïtienne qui assurera la mise en œuvre du Pilier 2, pendant que la Fédération internationale continuera à lui apporter un soutien pour l'ensemble de son plan stratégique en mettant davantage l'accent sur le développement institutionnel.

Au cœur du Pilier 1 se trouve la mise en œuvre de l'approche communautaire intégrée (INA), stratégie globale qui encourage l'intégration de programmes clés dans des communautés ciblées. Le but poursuivi est d'accroître l'accès à des services de base durables et à des infrastructures améliorées par la mise en place de techniques participatives éprouvées : elles permettront aux communautés concernées de s'approprier davantage les résultats. Il y a principalement trois objectifs :

1. Hébergement, eau, assainissement et infrastructures
2. Moyens de subsistance
3. Soutien à base communautaire

La Fédération internationale abordera l'approche communautaire intégrée de deux manières : 1) par des services de coordination et de soutien à ses Sociétés membres afin qu'elles puissent développer leurs propres stratégies INA, et 2) par une mise en œuvre directe. La stratégie INA et la liste des quartiers bénéficiaires se trouvent à la section 2 ci-après.

En plus de l'INA, la Fédération internationale continuera à prévoir des solutions d'hébergement, organisera des activités coordonnées de prévention de la violence et poursuivra la mise en œuvre à Léogâne de diverses activités relatives à l'eau, l'assainissement et la santé. Avant la fin 2011, elle se retirera des interventions d'urgence – distribution de matériel d'hébergement d'urgence/de bâches et d'autres secours non alimentaires, ainsi que services de secours pour l'eau et l'assainissement. Même si les populations des camps diminuent lentement, des centaines de milliers de personnes y resteront encore un certain temps. La Fédération continuera à suivre l'évolution de la situation et à y répondre lorsque de nouveaux besoins se feront sentir.

Le Pilier 2 est focalisé sur le soutien à la stratégie de développement 2010-2015 de la Croix-Rouge haïtienne. Le but est de faire en sorte que la Société nationale devienne un partenaire fort et fiable de la société civile pour le gouvernement et pour la population d'Haïti, en amplifiant et en pérennisant les principaux services qu'elle fournit dans les domaines de la gestion des catastrophes et de la santé, grâce à un renforcement de ses fondements financiers, techniques et en ressources humaines.

À ce titre, les domaines d'action privilégiés dans lesquels le Secrétariat de la Fédération internationale apportera son appui en 2011 et 2012 sont les suivants : 1) la santé et les soins de santé, 2) la gestion des risques de catastrophe, et 3) le service d'ambulances. Il est entendu que ces programmes clés de la Croix-Rouge haïtienne seront envisagés dans le cadre de l'approche communautaire intégrée. Bien que le Secrétariat de la Fédération soit responsable de la gestion d'ensemble du programme INA (Pilier 1), les composantes Santé et soins de santé et Gestion des risques de catastrophe resteront sous la direction de la Croix-Rouge haïtienne (Pilier 2).

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Le programme « Santé et soins de santé » de la Croix-Rouge haïtienne comprend quatre éléments :

1. La santé communautaire, notamment la santé maternelle, néonatale et infantile
2. Les soins d'urgence
3. Le soutien psychosocial
4. Le VIH et le sida, y compris la composante Violence sexiste.

Le but du programme de gestion des risques de catastrophe est de réduire les risques pour les communautés concernées et de limiter les effets des catastrophes grâce à une capacité accrue de la Croix-Rouge haïtienne à bien gérer ces risques aux niveaux local, régional et national. Le rôle de la Croix-Rouge haïtienne au niveau national se trouvera mis en lumière par la sensibilisation des responsables politiques, pour que la réduction des risques de catastrophe soit au premier rang de leurs préoccupations lors de l'élaboration des politiques et stratégies institutionnelles et de développement national, et par une participation accrue de la Société nationale aux structures du système national à tous les niveaux.

La Croix-Rouge haïtienne vise, à l'heure actuelle, à renforcer sa capacité d'intervention avec son service national d'ambulances : cela passera par le renforcement de ses capacités, l'augmentation de ses ressources et une bonne coordination.

Le Secrétariat de la Fédération internationale a mis en place en Haïti une structure d'appui qui permettra de faire avancer les activités relevant des piliers 1 et 2, de même que les intérêts opérationnels des Sociétés nationales partenaires actives sur le terrain. Cet aspect est discuté dans la partie 3 du présent plan. Parmi les fonctions principales, on peut citer la coordination du Mouvement, la communication avec les bénéficiaires et les services d'appui en matière de communication, de logistique, de sécurité, de ressources humaines, de financement, d'administration et de gestion des risques.

La coordination du Mouvement est une responsabilité essentielle du Secrétariat de la Fédération : elle vise à garantir l'efficacité, au moindre coût, des résultats relevant de son mandat de secours et de relèvement. Les capacités de coordination du Mouvement ont été renforcées en 2011 pour prolonger son action dans le domaine de l'hébergement et y ajouter des fonctions relatives à la gestion de l'information, à la prévention de la violence, aux moyens de subsistance, à la gestion des risques de catastrophe et à la coordination en matière d'eau et d'assainissement.

Dans le contexte de l'opération de la Fédération internationale en Haïti, les programmes opérationnels reposent sur la communication avec les bénéficiaires, pour que le contact avec ceux-ci soit maintenu et que des comptes puissent leur être rendus, et pour que l'ensemble de la population reçoive les informations pratiques dont elle a besoin, notamment sur les questions de santé ou les prévisions météorologiques. En 2011 et 2012, l'équipe chargée de la communication avec les bénéficiaires continuera principalement d'apporter à la population haïtienne toute information utile sur la prévention des maladies et la préparation aux catastrophes ; elle épaulera les équipes opérationnelles, afin que la population soit au courant des services fournis par la Croix-Rouge et des projets qui la concernent, s'agissant notamment de la phase de transition des camps vers les communautés et de l'approche communautaire intégrée ; elle améliorera la communication entre les bénéficiaires et la Fédération ainsi que la redevabilité ; elle travaillera en étroite collaboration avec l'équipe Communication de la Croix-Rouge haïtienne et mettra au point des plans durables pour l'adoption d'une démarche et d'outils essentiels dans ce domaine.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Société nationale hôte	Type de catastrophe	Période couverte	Date	Budget Jan.2010-Déc. 2014	Numéro d'identifiant mondial
Croix-Rouge haïtienne	Tremblement de terre	Juillet 2011-Décembre 2012	29 déc. 2011	CHF 282 102 385	EQ-2010-000009-HTI

Cliquez ici pour les détails du budget et ici pour le rapport financier intérimaire couvrant la période de janvier 2010 au 30 novembre 2011.

1. Généralités, contexte et justification

a. Description succincte du contexte de relèvement

En août 2011, le relèvement à la suite du tremblement de terre de 2010 suit son cours. Selon les données fournies par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la population hébergée dans des camps est passée de quelque 1,3 million de personnes à environ 600 000¹, même si ces chiffres sont contestés. Fin juillet 2011, plus de 100 920 solutions d'hébergement ont été apportées par les acteurs humanitaires (4 246 habitations permanentes réalisées/11 697 prévues, 6 516 habitations réparées/12 803 prévues, 90 158 logements de transition réalisés/112 271 prévus, dont 15 268 financés par la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge et leurs partenaires. Le nombre des sites pour personnes déplacées a lui aussi diminué : il est passé d'environ 1 500 en juillet 2010 à un millier en mai 2011. Si les progrès les plus rapides ont été enregistrés notamment à Léogâne, Jacmel, Petit Goâve et Grand Goâve, les améliorations dans Port-au-Prince sont aussi manifestes. L'évacuation des gravats s'est poursuivie, les rues sont un peu plus dégagées et la réfection des routes est en cours en de nombreux endroits, notamment la nouvelle route « USAID » permettant de sortir de la ville vers l'Ouest. On continue à fermer des camps autour de Port-au-Prince, les emplacements de nombreux camps désaffectés ont été dégagés et aménagés, apparemment pour accueillir des zones de développement. À noter que toute une série de facteurs influencent le processus de réduction du nombre de camps, qu'il s'agisse du choix des habitants de retourner vers leur lieu d'origine ou le recours à des évacuations forcées.

Au début de cette année, Haïti s'est choisi un nouveau gouvernement. L'espoir est grand et beaucoup de choses ont été promises par la nouvelle administration Martelly, notamment l'éducation gratuite financée par les taxes sur les téléphones portables et sur les transferts de devises. On a également parlé d'un plan visant à fermer six camps très connus dans un laps de temps très court, ce qui devrait donner le signal du démantèlement de l'ensemble des 1 000 camps. Fin juin, l'administration Martelly a enregistré son premier revers quand le premier ministre désigné, Daniel Rouzier, a vu son investiture refusée par le Sénat. La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a encouragé le Parlement et l'administration Martelly à former rapidement un nouveau gouvernement, afin que la société civile, les acteurs extérieurs et le monde des affaires puissent se lancer dans le travail de relèvement et appuyer les stratégies émergentes que le gouvernement pourrait proposer. Bien qu'aucun plan-cadre de développement n'existe à l'heure actuelle, des plans plus modestes pour le développement de divers secteurs économiques à Port-au-Prince sont en cours d'élaboration. Un programme de crédit à la construction est aussi à l'étude. En août 2011, la nomination définitive du premier ministre n'avait toujours pas été confirmée et le nouveau gouvernement n'était toujours pas en place.

¹ OCHA, *Haiti Humanitarian Bulletin* (26 July-18 August 2011).

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

La situation relative au choléra demeure préoccupante puisque l'épidémie se poursuit. Le choléra restera sans doute endémique en Haïti pendant plusieurs années, ce qui ne manque pas de soulever des inquiétudes en raison du nombre toujours élevé de personnes déplacées et d'un accès médiocre récurrent à une eau propre à la consommation et à des installations sanitaires. Depuis le déclenchement de l'épidémie à la mi-octobre 2010, le gouvernement haïtien et l'OMS ont signalé plus de 320 000 cas, qui ont entraîné la mort de 5 300 personnes. Au début juin 2011, on estimait à 1 300 le nombre des patients pris en charge par les centres et les unités de traitement du choléra de Port-au-Prince, qui travaillent à pleine capacité. Les systèmes de surveillance et de notification restent limités dans l'ensemble du pays, et la dotation en personnel des centres et des unités de traitement du choléra pose problème, le gouvernement étant selon certaines informations dans l'incapacité de payer les salaires. On s'attend à ce que le nombre de cas de choléra augmente tout au long de la saison des pluies et des tempêtes.

Les météorologistes ont prévu 9 ouragans et 17 grandes tempêtes pour la saison 2011. Jusqu'à présent, Haïti a ressenti les effets des ouragans Emily et Irene, ce qui a entraîné l'intervention de la Croix-Rouge haïtienne lors des inondations à Gonaïves et Artibonite en août 2011. À ce jour, les 13 sections locales de la Croix-Rouge haïtienne ont profité d'une amélioration de leur capacité d'intervention ainsi que d'une formation. Actuellement, 25 000 familles bénéficient de stocks prépositionnés dans l'ensemble du pays.

b. Résumé des mesures de planification

Le plan d'action révisé montre une évolution de la planification opérationnelle depuis le début de l'opération en janvier 2010. Il fait suite à une série de mesures qui ont commencé avec la publication de l'appel préliminaire révisé pour le tremblement de terre en Haïti en janvier 2010, pour un montant de 105 millions de francs suisses, et la révision de cet appel à hauteur de 218 millions de francs suisses en février 2010. C'est aussi en février 2010 qu'un sommet de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a été convoqué à Montréal, réunion au cours de laquelle fut mis au point le plan d'action Croix-Rouge/Croissant-Rouge. Il reposait sur les évaluations réalisées en interne, sur le plan stratégique 2010-2015 de la Croix-Rouge haïtienne et l'importance qui y est accordée à la préparation aux catastrophes, à l'intervention en cas de catastrophe ainsi qu'aux services de santé et de transfusion sanguine, sur le Plan d'action du gouvernement haïtien pour le relèvement et le développement d'Haïti, et enfin sur les évaluations réalisées par d'autres acteurs. Le plan d'action 2010 de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge reposait sur trois piliers :

- Pilier 1 : opération Tremblement de terre
- Pilier 2 : préparation aux catastrophes
- Pilier 3 : renforcement de la Croix-Rouge haïtienne

À la fin avril 2010, 25 Sociétés nationales, le Secrétariat de la Fédération internationale et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se sont réunis à New York. Au cours de la réunion, le plan d'action de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a été adopté, et la Croix-Rouge haïtienne a présenté sa stratégie nationale.

Le Secrétariat de la Fédération internationale a publié son propre plan d'action en septembre 2010. Il est bâti sur la même structure que le plan d'action à l'échelle du Mouvement et traduit les engagements du Secrétariat en termes opérationnels.

En mars 2011, le Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération pour Haïti a été mis en forme finale. Il cherche à tirer le meilleur parti possible de l'action de la Fédération en mettant en place des stratégies communes qui alignent mieux encore les ressources et les efforts. Cette initiative fait suite à l'orientation donnée dans la Stratégie 2020, qui affirme la volonté de faire plus, de le faire mieux et d'aller plus loin, grâce à une approche de la planification, de la gestion de la performance et de la redevabilité harmonisée à l'échelle de la Fédération.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Ce plan d'action révisé a pour but d'exposer clairement les mesures préconisées par le Secrétariat de la Fédération pour aller de l'avant, en fonction des fonds disponibles en juillet 2011 pour l'opération Relèvement. Il couvre la période allant de juillet 2011 à décembre 2012 et remplace donc le plan d'action du Secrétariat publié en septembre 2010. Un plan à plus long terme, jusqu'à décembre 2014, est en cours de préparation. Il reflétera les progrès envisagés, en particulier en ce qui concerne le développement de la Société nationale et l'élargissement de l'approche communautaire intégrée.

DATE	DOCUMENT
Janvier 2010	Appel préliminaire révisé pour le tremblement de terre en Haïti, d'un montant de 105 millions de francs suisses
Février 2010	Actualisation de l'appel pour le tremblement de terre en Haïti, à hauteur de 218 millions de francs suisses
Février 2010	Sommet de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Montréal : le plan d'action 2010 est mis au point.
Avril 2010	Réunion de New York : approbation du plan d'action de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La Croix-Rouge haïtienne présente sa stratégie nationale.
Septembre 2010	Publication du plan d'action du Secrétariat de la Fédération internationale
Mars 2011	Publication du Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération pour Haïti
Novembre 2011	Publication sur le Web du rapport de synthèse sur le tremblement de terre en Haïti pour la période de janvier 2010 à juin 2011
Décembre 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Le plan d'action révisé remplace le plan d'action du Secrétariat de la Fédération de septembre 2010. • Le plan d'action révisé couvre la période de juillet 2011 à décembre 2012 et est accompagné d'un budget révisé pour la période de janvier 2010 à décembre 2014.

c. Résumé de la stratégie de relèvement proposée par la Fédération

La stratégie de relèvement proposée par la Fédération internationale suit le Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération pour Haïti et se concentre sur trois domaines :

1. Retrait progressif de la phase des camps et des autres interventions d'urgence ;
2. Développement de l'approche communautaire intégrée tout en honorant les engagements de relèvement pris précédemment tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Port-au-Prince ;
3. Soutien au développement de la Croix-Rouge haïtienne.

Pour le reste de 2011, la Fédération se retirera de la phase des interventions d'urgence (fourniture d'hébergements d'urgence/de bâches, distributions de secours non alimentaires, et approvisionnement en eau et assainissement) et se concentrera sur la rénovation des quartiers. Cependant, si la population diminue lentement dans les camps, des centaines de milliers de

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

personnes en seront encore tributaires pour un certain temps. La Fédération continuera à suivre la situation et à apporter une réponse appropriée quand le besoin s'en fera sentir.

La Fédération soutient actuellement plusieurs Sociétés nationales partenaires dans le sens de l'approche communautaire intégrée. Elle en facilite aussi l'application directe dans des zones ciblées. Les plans sont prêts pour amplifier ces deux aspects dans les 18 prochains mois.

Enfin, l'appui apporté à la Croix-Rouge haïtienne se poursuit dans les domaines de la santé et du service d'ambulances, de la gestion des risques de catastrophe et du développement organisationnel. De nouvelles interventions en matière de renforcement des capacités sont à l'étude et on définit les priorités pour les activités cruciales à long terme des services de la Croix-Rouge haïtienne.

d. Résultats obtenus à ce jour par la Fédération

En Haïti, le Secrétariat de la Fédération internationale, épaulé par les bureaux de zone et le siège, continue à enregistrer des progrès significatifs dans le travail de relèvement après le tremblement de terre, ainsi que dans le soutien qu'il apporte à la Croix-Rouge haïtienne dans des domaines stratégiques clés. Les principaux résultats obtenus par l'opération du Secrétariat sont repris dans le rapport de situation, publié le 2 novembre 2011 sur le site Web de la Fédération.

INDICATEURS	TOTAL
Nombre de foyers ayant reçu au moins un kit d'hygiène	190 947
Nombre de foyers ayant bénéficié au moins d'une distribution de deux bâches	157 623
Solutions d'hébergement apportées aux foyers*	5 203
Nombre de latrines installées dans 27 camps	814
Nombre de foyers couverts par des stocks prépositionnés de secours non alimentaires	25 000
Nombre de sections de la Croix-Rouge haïtienne ayant une capacité accrue d'intervenir en cas de catastrophe	13
Nombre de personnes jointes par SMS pour des messages clés relatifs à la santé, à la préparation aux catastrophes et à la prévention de la violence	1,2 million
Nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien psychosocial *	93 484
Nombre de personnes ayant eu un accès quotidien à l'eau potable **	[219 000-94 000]
Nombre de personnes ayant eu accès à des installations sanitaires ***	37 000

* Chiffres cumulés de janvier 2010 à juin 2011.

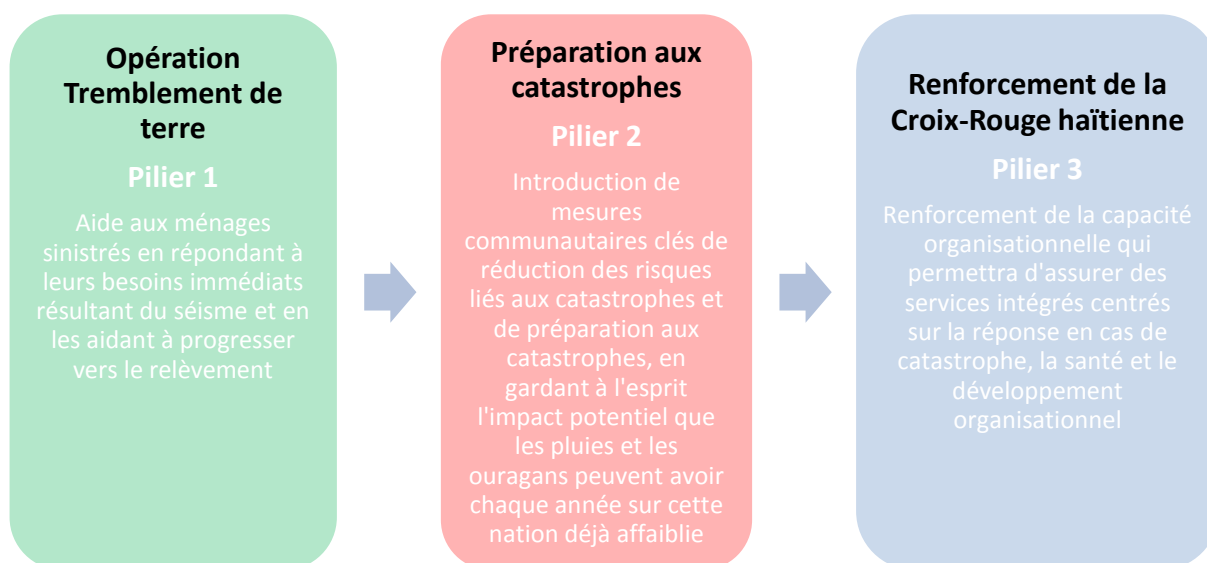
** Chiffres de juin 2011. Ce chiffre montre une diminution de l'approvisionnement d'urgence en eau (en janvier 2011, 219 000 personnes ont bénéficié d'un accès à l'eau potable) en faveur d'un approvisionnement en eau plus durable.

*** Les sites où la Fédération effectue des services de vidange pour les Sociétés nationales partenaires ne sont pas inclus.

2. Le Plan d'action. Les piliers à l'origine et maintenant

Ce plan d'action couvre la période de juillet 2011 à décembre 2012. Il utilise l'approche par « piliers », mais la structure en a été simplifiée pour réduire au minimum les recouvrements et les redondances qui étaient apparus dans la configuration précédente. Il reflète aussi une diminution du rôle de la Fédération internationale dans les services essentiels assurés par la Croix-Rouge haïtienne (santé et soins de santé, gestion des risques de catastrophe) et une participation mieux ciblée de la Fédération en matière de relèvement intégré.

Les trois piliers de l'action À L'ORIGINE



Les deux piliers de l'action MAINTENANT



Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Le plan d'action sera centré sur ces deux piliers, la Croix-Rouge haïtienne assurant clairement la mise en œuvre du Pilier 2. La Fédération internationale continuera d'apporter son soutien à la Société nationale pour l'ensemble de son plan stratégique, en insistant davantage sur les interventions relatives au développement institutionnel.

La Fédération fera rapport trimestriellement sur le plan d'action révisé. Elle assumera la responsabilité du rapport d'ensemble, mais la Croix-Rouge haïtienne aura l'initiative pour la partie du rapport relative aux résultats sur les thèmes « Santé et soins de santé », « Gestion des risques de catastrophe » et « Service d'ambulances ». Les rapports trimestriels seront essentiellement consacrés aux activités et à leurs produits, même s'il y sera également fait mention des résultats lorsque cela se justifiera ; les conséquences les plus importantes et éventuellement l'impact des activités feront l'objet des évaluations finales et des rapports de fin de projet ; ils seront aussi résumés dans les mises à jour périodiques des documents relatifs aux opérations.

Le plan d'action décrit l'essentiel des moyens mis en œuvre par secteur dans l'opération de relèvement. L'objectif de ce plan d'action est de présenter une image claire de l'opération Relèvement entreprises par le Secrétariat en Haïti, ainsi que les résultats clés qu'il faudrait atteindre d'ici la fin décembre 2012.

3. Résumé des résultats attendus

Les tableaux qui suivent résument les résultats attendus dans chaque domaine de programme tel qu'il apparaît au titre des piliers 1 et 2.

Vue d'ensemble des résultats et des cibles du plan d'action

EAU Cibles globales	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES
	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée (INA)		Projets autonomes de relèvement	
Port-au-Prince (métropole)	Soutien aux activités d'hébergement de la Fédération par des contributions pour l'eau et l'assainissement	2 000 foyers	Camps où la Fédération arrêtera l'approvisionnement en eau par camions	66 camps
Léogâne	Soutien aux activités d'hébergement de la Croix-Rouge espagnole par des contributions pour l'approvisionnement en eau	2 203 foyers	Donner accès à des systèmes d'approvisionnement en eau potable	4 000 foyers

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

ASSAINISSEMENT Cibles globales	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES
	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée (INA)		Projets autonomes de relèvement	
Port-au-Prince (métropole)	Soutien aux activités d'hébergement de la Fédération par des contributions pour l'eau et l'assainissement	2 000 foyers	Camps où le Fédération cessera de vidanger les citernes	32 camps
Léogâne	Soutien aux activités d'hébergement de la Croix-Rouge espagnole par des contributions pour l'assainissement et la promotion de l'hygiène	2 200 foyers	Améliorer l'accès aux installations sanitaires	2 000 foyers

SANTÉ ² Cibles globales	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES
	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée (INA)		Projets autonomes de relèvement	
Port-au-Prince (métropole)	Soutien aux communautés ayant adopté l'INA pour les premiers secours et la santé à base communautaire (PSSC)	À définir	Formation des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne dans les domaines clés de la santé et des soins de santé	1 500 volontaires
Léogâne	PSSC	4 400 foyers	Sensibiliser à l'information sanitaire par le biais des premiers secours et de la santé à base communautaire	2 000 foyers

² La distinction entre les programmes INA et non-INA est d'ordre géographique puisque les activités sont similaires dans les deux cas. Lorsque la composante Santé est intégrée aux autres secteurs, on parle d'une approche INA, et quand les activités de santé sont mises en œuvre dans une zone où aucun des autres acteurs n'est présent, on parle d'une approche non-INA.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

AUTRES SECTEURS Cibles globales	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES
	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée (INA)		Projets autonomes de relèvement	
SECOURS	Sans objet	Sans objet	Distribution de bâches pour des abris d'urgence	103 000 foyers
GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE³	Soutien aux communautés ayant adopté l'INA pour la gestion des risques de catastrophe	À définir	Mobilisation et équipement des volontaires communautaires	500 volontaires

ABRIS Cibles globales	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES
	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée (INA)		Projets autonomes de relèvement	
Port-au-Prince (métropole)	Améliorer l'accès des foyers aux abris et à de meilleures infrastructures après consultation de la communauté.	2 000 foyers	Améliorer les conditions d'hébergement des foyers : <ul style="list-style-type: none"> • fournitures et formation • hébergements réalisés par la Fédération • solutions alternatives d'hébergement • réfection de maisons 	Au moins 7 500 foyers 3 595 1 405 2 500

³ Pour la gestion des risques de catastrophe, le raisonnement est le même : la distinction entre programmes INA et non-INA est d'ordre géographique puisque les activités sont similaires dans les deux cas. Quand la composante Gestion des risques de catastrophe est intégrée aux autres secteurs, on parle d'une approche INA, et quand elle est mise en œuvre dans une zone où aucun des autres acteurs n'est présent, on parle d'une approche non-INA.

MOYENS DE SUBSISTANCE	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GLOBALES
Cibles globales	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée (INA) ⁴	
Port-au-Prince (métropole)	500 dollars US de dons en liquide	Jusqu'à 4 000 foyers
	Possibilité de formation professionnelle	Tous les bénéficiaires inscrits
	Accès des petites et moyennes entreprises (PME) au financement	

4. Pilier 1 : opération Relèvement

Les activités au titre du Pilier 1 sont organisées en deux groupes, à savoir les activités de relèvement faisant partie de l'approche communautaire intégrée (INA), et celles qui n'en font pas partie.

- Solutions d'abris et d'hébergement : le Secrétariat de la Fédération internationale participera à la mise en œuvre de solutions d'hébergement là où l'INA aura été adoptée (voir la section A ci-après). Elle mènera à son terme le programme sur les hébergements décrit dans le plan d'action de septembre 2010 (voir la section B ci-après).
- Eau, assainissement et promotion de l'hygiène : les activités du Secrétariat de la Fédération relative à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène seront menées là où l'INA aura été adoptée (section A). Les activités d'urgence relatives à l'eau et à l'assainissement seront graduellement réduites en 2011. Elles sont décrites en détail à la section C.
- Eau, assainissement et santé à Léogâne : les activités du Secrétariat de la Fédération relatives à l'eau, l'assainissement et la santé à Léogâne font partie de la programmation INA, et viendront compléter les contributions de la Croix-Rouge espagnole en matière d'hébergement (section A). Le programme pour Léogâne continuera les activités relatives à l'eau, l'assainissement et la santé déjà comprises dans les activités de relèvement décrites à la section D.
- Secours : ce programme arrive à son terme en 2011 et les activités finales sont décrites à la section E.
- Prévention de la violence : c'est une nouvelle initiative de l'opération Relèvement de la Fédération internationale. Elle bénéficiera à tous les secteurs, dans le cadre des opérations de relèvement au titre de l'INA ou non.

a. Approche communautaire intégrée (INA)

Introduction : l'approche communautaire intégrée est une stratégie globale qui encourage l'intégration des programmes clés dans des communautés ciblées. Il s'agit d'une stratégie assez large adoptée par les Sociétés nationales membres de la Fédération internationale présentes en Haïti pour faciliter la transition « des camps vers les communautés ». La Fédération aborde l'INA de deux manières : 1) par des services de coordination et de soutien aux Sociétés membres, pour qu'elles puissent mettre en place leurs propres stratégies INA, et 2) par une mise en œuvre directe. On trouvera ci-après le but et les nombreux objectifs de programmes que la Fédération cherchera à réaliser dans le cadre de l'INA, avec une liste des zones géographiques concernées et une estimation

⁴ La composante Moyens de subsistance est intégrée à d'autres secteurs par zone géographique.

des cibles. À noter que bon nombre de communautés sont « proposées » – ce qui signifie qu'elles peuvent changer si le financement n'est pas assuré, alors que d'autres sont déjà en cours de réalisation. Cette section du plan d'action sera mise à jour à mesure que les plans et les ressources seront en adéquation.

But : améliorer l'accès à des services de base durables et à de meilleures infrastructures grâce à des techniques participatives éprouvées⁵ qui permettront aux communautés concernées de mieux s'approprier les projets.

La Fédération internationale contribuera à la réalisation de ce but en assurant l'intégration et la cogestion de services clés dans les communautés ciblées. En plus de la mise en œuvre directe des services clés (abris, eau et assainissement, soutien aux moyens de subsistance, santé communautaire et réduction des risques)⁶, la Fédération fournira des services d'appui aux Sociétés membres, afin qu'elles-mêmes puissent atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés dans le cadre de l'approche intégrée.

Les données chiffrées par activité résumées ici portent sur des projets INA spécifiques – elles seront élargies à mesure que les besoins seront évalués et que les ressources le permettront. Elles pourraient se prolonger au-delà de décembre 2012. À noter que des activités supplémentaires (abris, eau, assainissement et promotion de l'hygiène, etc.) concernant toute une série de sites (à l'exclusion de ceux qui ont adopté l'approche communautaire intégrée) sont présentées dans les sections suivantes.

Objectif 1 : abris, eau, assainissement et soutien aux infrastructures

- Objectif 1.1 : améliorer l'accès à des abris sûrs en adoptant une démarche adaptée tenant compte de la problématique hommes-femmes, comme les solutions que les bénéficiaires peuvent s'approprier ou qui répondent aux attentes des donateurs, voire des solutions d'hébergement alternatives ;
- Objectif 1.2 : augmenter la quantité d'eau propre à la consommation disponible dans les communautés ayant adopté l'INA et en faciliter l'accès ;
- Objectif 1.3 : améliorer l'accès aux installations sanitaires de base, tant au niveau des ménages qu'au niveau communautaire, dans les communautés ayant adopté l'INA.

Objectif 2 : moyens de subsistance

Soutien aux bénéficiaires de solutions d'hébergement, afin qu'ils acquièrent une autonomie économique plus grande grâce à un meilleur accès aux kits d'aide, ainsi qu'à la formation aux possibilités de développement économique.

Objectif 3 : soutien à base communautaire

Mobilisation, santé, promotion de l'hygiène et réduction des risques :

- Objectif 3.1 : mobiliser l'engagement de la communauté à respecter le principe de la différence entre les hommes et les femmes et la diversité, lorsqu'elle participe aux évaluations et aux activités à base communautaire ;

⁵ Les méthodes participatives éprouvées comprennent la Démarche participative de sensibilisation à la sécurité du logement (*Participatory Approach for Safe Shelter Awareness, PASSA*) et l'Évaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC).

⁶ L'INA est un mécanisme qui crée des synergies entre diverses activités du Secrétariat, comme celles relatives aux abris et à l'eau et l'assainissement, et les activités essentielles de la Croix-Rouge haïtienne, à savoir la santé et les soins de santé à base communautaire et la gestion des risques de catastrophe. S'agissant de programmes relevant de la Croix-Rouge haïtienne, ces activités sont décrites sous Pilier 2 dans le présent plan d'action.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

- Objectif 3.2 : améliorer la capacité des communautés ciblées de prévenir la maladie et de prendre en charge les problèmes de santé courants ;
- Objectif 3.3 : améliorer les connaissances en matière d'hygiène et de comportement dans les communautés INA qui bénéficient des contributions de la Fédération en matière d'eau et d'assainissement, par un effort de promotion de l'hygiène ;
- Objectif 3.4 : améliorer la capacité des communautés ciblées d'identifier et d'atténuer les risques et d'améliorer la sécurité en général dans les communautés concernées.

Communautés et camps ciblés (voir les cartes 1 et 2 pour localiser les communautés INA existantes et ciblées)

- Site 1 : Carrefour-Feuille : mise en œuvre directe par la Fédération (logements de transition, WASH, atténuation des risques, infrastructure, moyens de subsistance et réduction des risques) ;
- Site 2 : Delmas 30, côté Golf : proposition de mise en œuvre directe par la Fédération (en attendant le décompte des abris et l'évaluation de la situation relative à l'eau et à l'assainissement ; zone de 400 foyers face au site d'implantation de la Croix-Rouge française) ;
- Sites 3 : Delmas 33 : quartier Béthanie, Petite Place Cazeau, avec la Croix-Rouge française (en attendant le Projet de reconstruction de quartiers défavorisés de Port-au-Prince (PREKAD) et l'approbation de la Banque mondiale) ;
- Site 4 : camps Mais Gâté : réimplantation pour appuyer le projet « 6 camps » du gouvernement ;
- Site 5 : Delmas 9, 17, 30, et Croix-des-Bouquets : soutien à la Croix-Rouge française (cartographie, système de géolocalisation, dénombrement, reconstruction des installations et des abris de la chaîne d'alerte aux tempêtes) ;
- Site 6 : Delmas 19 : avec la Croix-Rouge britannique (système de géolocalisation et reconstruction des équipements pour la chaîne d'alerte aux tempêtes) ;
- Site 7 : Léogâne 3 : avec la Croix-Rouge espagnole (WASH et PSSC).

Le travail sur ces sites est prévu pour la période allant de juillet 2011 à décembre 2012. Dans l'attente de la conclusion des négociations entre le gouvernement et le projet PREKAD, ainsi que des rapports d'évaluation des besoins et des recommandations des coordonnateurs des programmes, on pourra choisir d'autres communautés ou en ajouter à la liste. Les équipes de secours et d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont travaillé dans plus de 100 camps au cours de l'année écoulée. Elles seront sans doute à même de formuler des recommandations fondées sur les étroites relations de travail qu'elles ont eues avec les communautés concernées, la connaissance qu'elles ont des options de réinstallation et la proximité des anciennes communautés. Le plan d'action (plan, cibles et budget) sera mis à jour comme il convient. Les cibles à atteindre pour les abris, l'eau et l'assainissement et la santé seront précisées après l'évaluation complète des besoins et la clôture des inscriptions. Il est crucial que l'évaluation des besoins tienne compte des questions de sexospécificité, c'est-à-dire qu'elle soit fondée sur une analyse des besoins distincts des femmes, des filles, des garçons et des hommes.

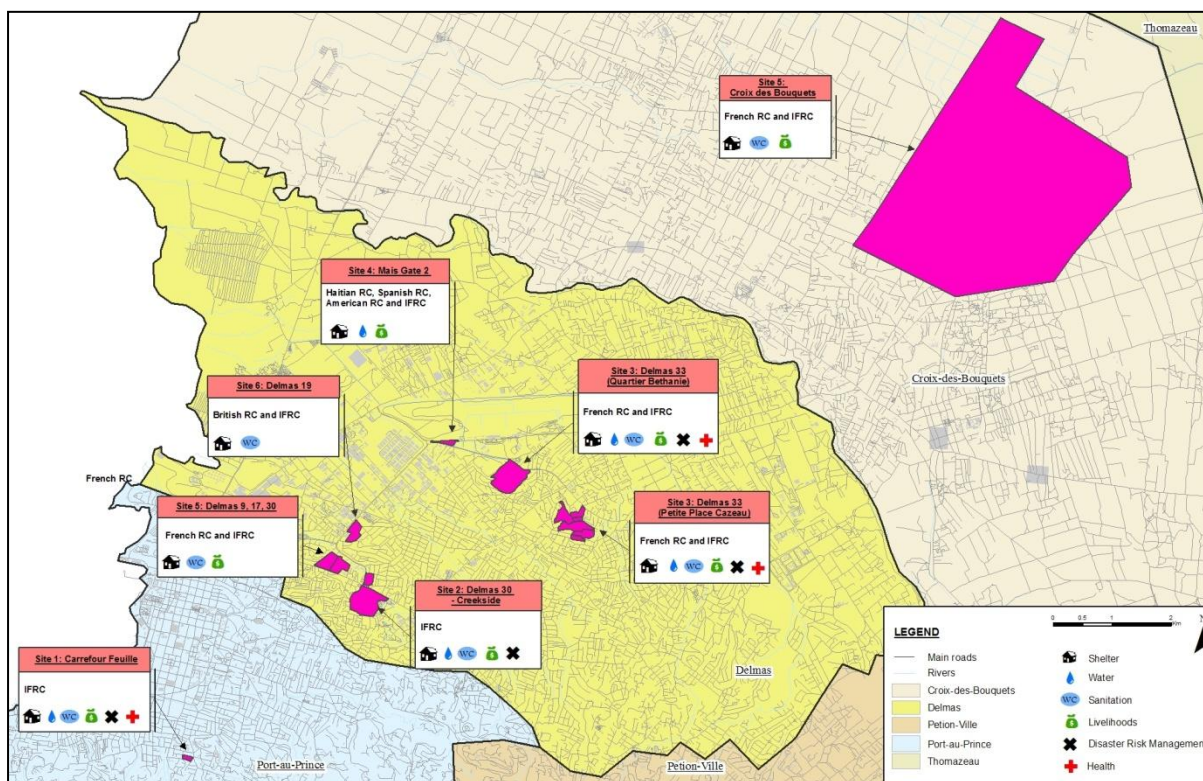
À l'heure actuelle, la Fédération internationale appuie l'approche communautaire intégrée en coopération avec les Sociétés nationales partenaires à Delmas 9, 17, 19, 30 et 33. Elle a proposé d'apporter un soutien à la Croix-Rouge française dans deux quartiers supplémentaires de Delmas 33, dans l'attente de l'entérinement d'une proposition conjointe du gouvernement haïtien et de la Banque mondiale. La Fédération travaille avec la Croix-Rouge espagnole dans la perspective INA dans 14 communautés de Léogâne, en fournissant, avec le soutien de la Société de la Croix-Rouge du

Opération Relèvement en Haïti – Plan d’action 2011-2012

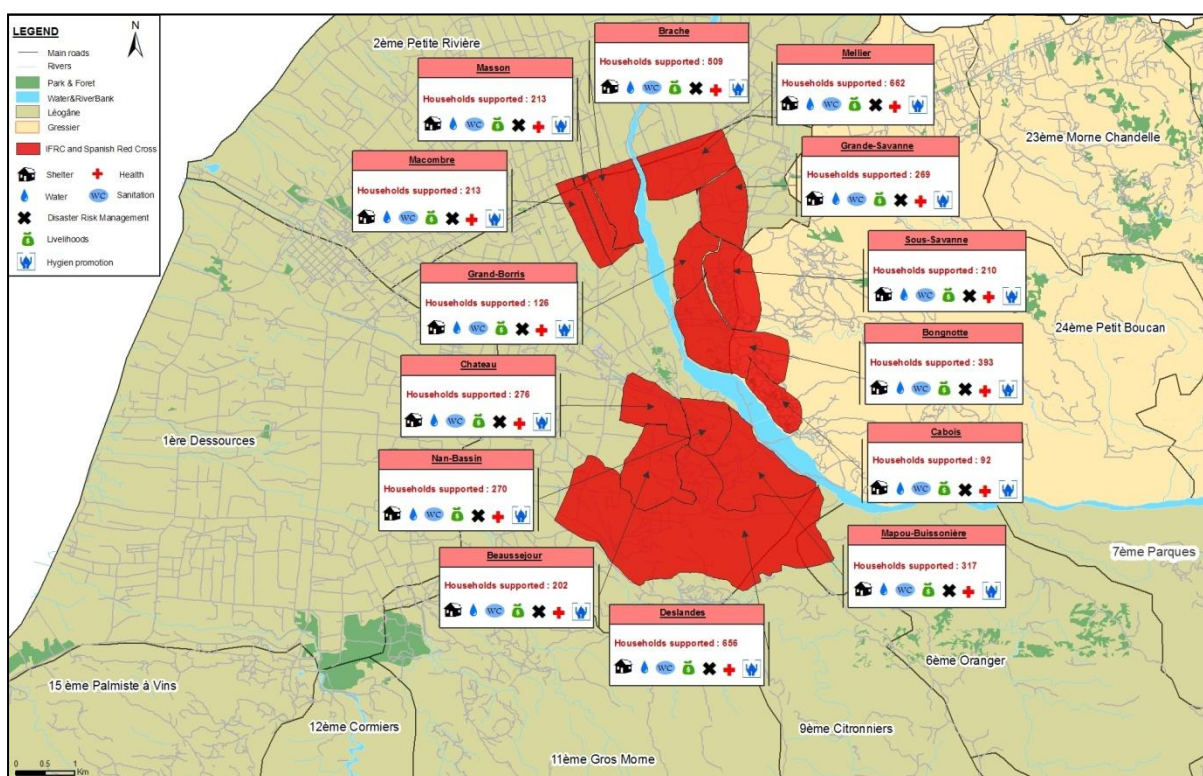
Japon, un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement, et en menant des activités de promotion de l'hygiène et de santé communautaire. Dans ces mêmes communautés, la Croix-Rouge espagnole fournit des logements de transition et des moyens de subsistance et préconise des mesures de réduction des risques.

La Fédération met directement en œuvre un projet INA à Carrefour-Feuille et prévoit d'élargir cette action dans un quartier ciblé à Delmas 30. Les détails relatifs à chacun de ces sites, y compris en termes d'intervention et d'estimation des cibles, sont résumés dans les tableaux suivants.

Carte 1 : l’approche communautaire intégrée (INA) dans la région de Port-au-Prince



Carte 2 : l’approche communautaire intégrée (INA) à Léogâne



LES PRINCIPALES ACTIVITÉS ET LEUR LOCALISATION

Mise en œuvre directe par la Fédération internationale – En cours

INA SITE 1 : CARREFOUR FEUILLES	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none">• Commune : Port-au-Prince• Quartier : Carrefour-Feuilles• Nombre de foyers (zone couverte) : 200• Nombre approximatif de bénéficiaires : 1 000
Abris	<ul style="list-style-type: none">• Logement de transition x 45 foyers• Réfection des habitations étiquetées en jaune et constructions neuves• Aide à la location• Amélioration des infrastructures
Eau	<ul style="list-style-type: none">• Fourniture de conteneurs à eau potable : au moins 45 foyers• Point d'eau/kiosque communautaire• Formation à l'utilisation et à l'entretien des points d'eau
Assainissement	<ul style="list-style-type: none">• Fourniture de conteneurs à eau potable : au moins 45 foyers• Point d'eau/kiosque communautaire• Formation à l'utilisation et à l'entretien des points d'eau
Moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none">• Allocations de 500 dollars US par foyer à concurrence de 200 foyers• Possibilité de formation professionnelle pour tous les inscrits• Accès des PME au financement
PSSC et gestion des risques de catastrophe	<ul style="list-style-type: none">• PSSC, soutien psychosocial, santé génésique, y compris VIH (si nécessaire)• Évaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC) et plans communautaires de réduction des risques• Promotion de l'hygiène

Mise en œuvre directe par la Fédération internationale – Propositions

INA Site 2 : DELMAS 30 (côté Golf)	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none">• Commune : Delmas• Quartier : Delmas 30• Nombre de foyers : 400• Nombre approximatif de bénéficiaires : 2 000
Abris	<ul style="list-style-type: none">• Logements de transition• 60 terminés• Réfection des habitations étiquetées en jaune et constructions neuves• Aide à la location• Amélioration des infrastructures
Eau	<ul style="list-style-type: none">• Réfection des kiosques• Points d'eau• Amélioration des infrastructures• Fourniture de conteneurs à eau potable pour 400 foyers
Assainissement	<ul style="list-style-type: none">• Solutions sanitaires pour tous les logements de transition• Amélioration des sanitaires domestiques pour les occupants des maisons réhabilitées ou neuves
Moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none">• Subventions de 500 dollars US à concurrence de 400 familles• Possibilité de formation professionnelle pour tous les inscrits• Accès des PME au financement

Mise en œuvre conjointe de la Fédération internationale et de la Croix-Rouge française – Proposition

INA Site 3 – DELMAS 33	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none">• Commune : Delmas• Quartier : Delmas 33 – Béthanie and Place Cazeau• Nombre de foyers : 1 354• Nombre approximatif de bénéficiaires : 6 770
Abris	<ul style="list-style-type: none">• Logements de transition• Réfection des maisons (étiquettes jaunes et vertes) – Croix-Rouge française• Aide à la location• Amélioration des infrastructures
Eau	<ul style="list-style-type: none">• Réfection des kiosques• Points d'eau• Amélioration des infrastructures
Assainissement	<ul style="list-style-type: none">• Amélioration des sanitaires domestiques pour les occupants des maisons réhabilitées ou neuves
Moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none">• Subventions de 500 dollars US à concurrence de 1354 familles• Possibilité de formation professionnelle pour tous les inscrits• Accès des PME au financement
PSSC et gestion des risques de catastrophe	<ul style="list-style-type: none">• PSSC, soutien psychosocial, santé génésique, y compris VIH (si nécessaire)

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Mise en œuvre directe par la Fédération internationale avec le soutien de la Croix-Rouge haïtienne, de la Croix-Rouge espagnole et de la Croix-Rouge américaine – Propositions

INA Site 4 – MAÏS GÂTÉ	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none">• Commune : Port-au-Prince• Quartier : camps et quartiers ciblés de Maïs Gâté• Nombre de foyers : (à définir après inscription)• Nombre approximatif de bénéficiaires : ~2 000 (à confirmer après inscriptions)
Abris	<ul style="list-style-type: none">• Logements de transition• Réfection des maisons étiquetées en jaune• Aide à la location et subventions de réinstallation (cela sera sans doute la solution principale pour les résidents du camp de Maïs Gâté)• Amélioration des infrastructures
Eau	<ul style="list-style-type: none">• Réfection des kiosques• Reconstruction de points d'eau
Assainissement	<ul style="list-style-type: none">• Amélioration des installations sanitaires domestiques et communautaires
Moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none">• Subventions de 500 dollars US à concurrence de 500 familles• Possibilité de formation professionnelle pour tous les inscrits• Accès des PME au financement

Soutien de la Fédération internationale à la Croix-Rouge française

INA Site 5 – DELMAS 9, 17, 30 ₇ et Croix-des-Bouquets	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none"> • Commune : • Quartier : • Nombre de foyers : 1 816 • Nombre approximatif de bénéficiaires : 9 080
Abris	<ul style="list-style-type: none"> • Logements de transition • Réfection de maisons étiquetées en jaune et constructions neuves • Aide à la location • Amélioration des infrastructures
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Solutions sanitaires pour tous les logements de transition • Amélioration des sanitaires domestiques pour tous les occupants des maisons réhabilitées ou neuves
Moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions de 500 dollars US à concurrence de 1 500 familles • Possibilité de formation professionnelle pour tous les inscrits • Accès des PME au financement

Soutien potentiel de la Fédération internationale à la Croix-Rouge britannique

La Croix-Rouge britannique est responsable de la mise en œuvre à Delmas 19, la Fédération contribuant par la réhabilitation du canal ; en cas de besoin, la Fédération peut apporter un soutien supplémentaire à la demande de la Croix-Rouge britannique.

INA Site 6 – DELMAS 19	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none"> • Commune : • Quartier : • Nombre de foyers : • Nombre approximatif de bénéficiaires :
Abris	<ul style="list-style-type: none"> • Aide à la location et subventions de réinstallation • Démolition et amélioration des infrastructures
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du canal (en cours)

Soutien de la Fédération internationale à la Croix-Rouge espagnole

INA Site 7 – LÉOGÂNE 3	
Interventions clés et estimation des cibles	
Domaine d'activité	<ul style="list-style-type: none"> • Commune : • Quartier : • Nombre de foyers : 4 408 • Nombre approximatif de bénéficiaires :
Abris	<ul style="list-style-type: none"> • Logements de transition – Croix-Rouge espagnole
Eau	<ul style="list-style-type: none"> • 46 installations d'eau (nouveaux forages, points d'eau nouveaux ou réparés, et réseaux d'adduction, notamment)
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Latrines domestiques x 2 203 foyers • Promotion de l'hygiène x 2 203 foyers • 100 x latrines dans les écoles et autres bâtiments publics • 2 303 installations pour le lavage des mains et fourniture de 2 303 poubelles métalliques
PSSC et gestion des risques de catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> • PSSC x 4 408 foyers • Gestion des risques de catastrophe – Croix-Rouge espagnole

*Les contributions non-INA à Léogâne sont signalées au titre du programme de Léogâne relatif à l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la santé.

b. Programme autonome de relèvement

i. Abris et établissements humains

Le programme d'hébergement continue d'évoluer en fonction des besoins, des capacités et des intérêts des personnes déplacées suite au tremblement de terre. L'attention se porte de plus en plus sur les solutions pérennes, tandis que les Haïtiens vivant dans des camps bénéficient d'une aide qui assure le respect de leur dignité jusqu'à ce que des solutions plus durables puissent être mises en place. La Fédération internationale s'est fixé pour cible l'installation immédiate de 1 500 logements de transition et elle espère bien y parvenir d'ici la fin 2011. Les logements de transition étant construits pour une durée de 10 à 20 ans (s'ils sont correctement entretenus), l'équipe Hébergement concentrera plutôt son activité sur la réparation des maisons marquées d'une étiquette jaune, le rééquipement des maisons à étiquette verte, et la reconstruction de maisons à étiquette rouge. Cela complétera l'aide à la location et le soutien aux moyens de subsistance, qui permettront aux hommes et aux femmes de trouver des logements sûrs à louer tout en améliorant leur savoir-faire et en leur permettant de trouver un travail. L'équipe Hébergement fournira aussi d'autres services complémentaires afin d'encourager la rénovation des quartiers. Il s'agira notamment d'enlever les décombres et de les recycler, d'entreprendre des travaux d'atténuation des risques, de réaliser un relevé cartographique, et d'effectuer un recensement. L'étendue et l'ampleur des activités de l'équipe Hébergement au cours des 18 prochains mois dépendront des ressources qui pourront être mobilisées.

Les cibles reprises dans le tableau ci-après correspondent au niveau actuellement connu des ressources et ne s'appliquent qu'aux sites non-INA (voir la section INA pour des informations complémentaires sur les cibles et activités relatives aux abris).

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

But : faciliter la transition vers un cadre de vie plus sain et plus sûr pour les foyers déplacés⁷ suite au tremblement de terre.

Objectif 1 : abris – améliorer l'accès à un logement sûr par la mise à disposition de logements de transition.

Principales activités

- Stratégie intégrée de communication sur le programme à destination des populations cibles vivant dans les camps ;
- Évaluation des besoins, établissement des priorités et vérifications en veillant à éviter toute problématique hommes-femmes ;
- Gestion des journaliers et des collaborateurs chargés de la construction des logements de transition ;
- Mise en apprentissage et formation des ouvriers et des ouvrières à la réparation des habitations à étiquette jaune ;
- Recensement afin de dresser un cadastre ; coordination avec les autorités locales pour s'assurer de la conformité avec les plans d'urbanisation à l'étude ;
- Modification de la conception des logements de transition pour tenir compte des avis exprimés et des préférences des hommes et des femmes qui les occupent ;
- Fourniture aux Sociétés nationales partenaires du matériel nécessaire au montage des logements de transition ;
- Fourniture de solutions sanitaires pour les logements de transition ;
- Distribution de trousseaux d'hygiène et de kits de nettoyage pour les sanitaires des logements de transition ;
- Amélioration de l'accès à l'eau dans les quartiers destinés à l'implantation de logements de transition.

Objectif 2 : solutions d'hébergement alternatives – améliorer l'accès à des logements sûrs par une aide à la location et à la réinstallation.

Principales activités

- Évaluation, sélection et validation des bénéficiaires, et communication avec eux, en tenant compte des besoins des deux sexes ;
- Évaluation des logements à louer ;
- Aide pour l'obtention de cartes d'identité, l'ouverture d'un compte bancaire, etc. ;
- Aide au suivi et surveillance.

Objectif 3 : moyens de subsistance – aider les bénéficiaires des solutions d'hébergement, hommes et femmes, à atteindre une certaine autosuffisance économique en leur facilitant l'accès aux dispositifs d'aide et à l'apprentissage, et en leur donnant la possibilité de saisir les opportunités économiques.

Principales activités

- Mobilisation, sensibilisation, évaluation et validation des communautés concernées en tenant compte des besoins des deux sexes ;
- Attribution de subventions : aide aux moyens de subsistance après formation et préparation d'un plan de projet ;
- Formation professionnelle et technique : repérage et sélection des prestataires de services d'apprentissage ;

⁷ Il s'agit de divers cas de foyers déplacés, et pas seulement de ceux qui vivent dans des camps.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

- Formation des hommes et des femmes à des activités professionnelles et techniques ciblées ;
- Microcrédit : repérage et sélection des prestataires de services de microcrédit ; mise en rapport des prestataires et des demandeurs (hommes et femmes) ; soutien pour atteindre le niveau de compétence requis chez les prestataires de services, afin de garantir de meilleurs services aux plus défavorisés ; soutien aux demandeurs pour qu'ils aient accès aux microcrédits.

ABRIS PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012	GRAND TOTAL
Objectif 1 : logements de transition – améliorer l'accès à un logement sûr par la mise à disposition de logements de transition (Indicateur : nombre de foyers occupant leur logement 6 mois après livraison)			
Nombre de logements de transition fournis	5 000	N/A	5 000
Nombre de foyers ayant reçu une trousse d'hygiène	900	600	1 500
Nombre de logements de transition avec solution sanitaire	800	700	1 500
Nombre de foyers vivant en logements de transition avec accès amélioré à l'eau	800	700	1 500
Objectif 2 : solutions d'hébergement alternatives – améliorer l'accès à des logements sûrs par une aide à la location et à la réinstallation (Indicateur : nombre de foyers occupant un logement sûr 6 mois après la mise en place de la procédure d'aide)			
Nombre de foyers ayant reçu une aide à la location ou à la réinstallation	1 500	1 000	2 500
Nombre de foyers demeurant dans des logements de transition après 12 mois	200	2 000	2 200
Objectif 3 : moyens de subsistance – aider les bénéficiaires des solutions d'hébergement, hommes et femmes, à atteindre une certaine autosuffisance économique en leur facilitant l'accès aux dispositifs d'aide et à l'apprentissage, et en leur donnant la possibilité de saisir les opportunités économiques			
Nombre de foyers ayant reçu une aide pour les moyens de subsistance	2 500	2 500	5 000
Nombre d'hommes et de femmes ayant reçu une formation	250	250	500

ii. Solutions d'urgence pour l'eau et l'assainissement

La Fédération internationale fournit des services d'urgence à grande échelle en matière d'eau et d'assainissement depuis le début 2010. Une stratégie de retrait de la phase des camps a été élaborée il y a quelques temps et sa mise en œuvre a commencé. Elle portera sur trois domaines essentiels : 1) communication claire et transparente avec les populations des camps sur la transition proposée par la Fédération et les raisons qui y ont conduit ; 2) instauration d'un partenariat et apport d'une aide technique autant que financière à la Direction nationale de l'eau potable et de

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

l'assainissement (DINEPA) ; et 3) travail avec les comités de direction des camps pour les aider à mieux comprendre les options qui s'offrent à eux pour l'eau et l'assainissement, tant sur le marché public que sur le marché privé.

Le plan d'action de la Fédération pour l'eau et l'assainissement sera par conséquent centré sur les points suivants :

1. Retrait progressif de l'approvisionnement d'urgence en eau ;
2. Retrait progressif des activités sanitaires d'urgence ;
3. Promotion de l'hygiène ;
4. Renforcement des capacités de la Croix-Rouge haïtienne.

L'équipe Eau et assainissement apportera également son soutien aux quartiers visés par la démarche INA. Ce soutien a été présenté ci-dessus et ne sera donc pas répété ici.

La stratégie de transition souligne la nécessité de mettre en place des infrastructures durables pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Haïti. À cet effet, la Fédération est occupée à construire des réservoirs qui aideront les vendeurs privés à fournir de l'eau aux camps de personnes déplacées. La Fédération travaille aussi avec la DINEPA, afin qu'elle reprenne progressivement l'approvisionnement en eau de la population en assurant le transport par camions et en gérant le réseau de distribution, qui sera progressivement réparé. Cette démarche consiste notamment à transférer les compétences institutionnelles vers les pouvoirs publics sous la forme de conseils techniques, d'une formation et de la livraison de 15 camions-citernes, et des fournitures correspondantes. Le protocole d'accord avec la DINEPA a été signé en juillet 2011.

But : faciliter le retrait progressif des services provisoires d'approvisionnement en eau et d'assainissement (tout en s'efforçant de garantir l'accès à ces services en renforçant les capacités, en entreprenant des projets de réhabilitation à petite échelle et en adoptant une approche de communication globale à destination des bénéficiaires).

Objectif 1: retrait progressif de l'approvisionnement d'urgence en eau, tout en sensibilisant les bénéficiaires à l'importance de la potabilité de l'eau et en leur y donnant accès.

Principales activités

- Travailler avec la DINEPA pour qu'elle prenne en charge le transport de l'eau par camion vers les camps cibles ;
- Travailler avec la DINEPA pour construire ou réparer les kiosques à eau dans des quartiers cibles aux alentours des principaux camps ;
- Faciliter la mise en place de solutions relatives à l'eau et à l'assainissement chez les habitants des quartiers et chez les fournisseurs d'eau privés ;
- Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication réciproque qui permette aux femmes, aux filles, aux garçons et aux hommes vivant dans les camps d'être informés de la fin des livraisons d'eau et des endroits où se trouvent les sources d'approvisionnement en eau potable les plus proches, et qui leur donne la possibilité de faire des commentaires ou de poser des questions.

Objectif 2 : retrait des services d'assainissement d'urgence, accompagné d'une sensibilisation aux solutions nouvelles proposées et aux moyens d'y accéder.

Principales activités

- Mettre hors service les latrines utilisées dans la phase d'urgence ;
- Travailler avec la DINEPA pour qu'elle prenne en charge la vidange des latrines dans certains camps ;
- Évaluer les solutions pérennes en matière d'assainissement ;

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

- Mettre en place des solutions d'assainissement de proximité dans certains quartiers autour des camps ;
- Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication réciproque qui permette aux femmes, aux filles, aux garçons et aux hommes vivant dans les camps d'être informés de la mise hors service progressive des latrines et des endroits où se trouvent les installations les plus proches, et qui leur donne la possibilité de faire des commentaires ou de poser des questions.

Objectif 3 : les connaissances et les comportements en matière d'hygiène s'améliorent dans les camps et dans certains quartiers qui les entourent.

Principales activités

- Des campagnes de promotion de l'hygiène seront régulièrement menées dans tous les camps où la Fédération s'occupe d'eau et d'assainissement ;
- Des campagnes de promotion de l'hygiène seront également menées dans les quartiers entourant les camps où l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont améliorés ;
- Les femmes et les hommes de certains quartiers autour des camps recevront un soutien et une formation afin de créer des structures chargées de la gestion de l'eau et de l'assainissement dans ces quartiers ;
- Un soutien et une formation seront donnés aux agents de promotion de l'hygiène et aux groupes communautaires participant aux activités PSSC, en collaboration avec le département Santé de la Croix-Rouge haïtienne.

Objectif 4 : renforcement des capacités de la Croix-Rouge haïtienne dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la promotion de l'hygiène (cela ne figure pas dans le tableau des résultats ; les progrès font l'objet d'un rapport trimestriel sous forme narrative seulement).

Principales activités

- Des ateliers techniques sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement seront organisés en collaboration avec les membres du personnel occupant des postes clés et des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne (veiller à assurer une participation égale des hommes et des femmes à ces ateliers) ;
- Gestion conjointe de l'accord passé avec la DINEPA ;
- Les membres du personnel occupant des postes clés à la Croix-Rouge haïtienne participeront à l'évaluation des activités relatives à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à la promotion de l'hygiène ;
- La Croix-Rouge haïtienne participera au recrutement du personnel compétent dans ces domaines.

Principaux résultats et calendrier

EAU ET ASSAINISSEMENT EN SITUATION D'URGENCE PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012	GRAND TOTAL
Objectif 1 : retrait progressif de l'approvisionnement d'urgence en eau, tout en sensibilisant les bénéficiaires à l'importance de la potabilité de l'eau et en leur y donnant accès			
Nombre de camps que la Fédération a cessé d'approvisionner en eau	66	0	66
Nombre de points d'eau desservis par la Fédération	132	0	132
Nombre de camps où la DINEPA a pris le relais pour livrer de l'eau par camion	15	0	15
Nombre de kiosques à eau construits par la DINEPA	10	22	32
Nombre de kiosques à eau remis en état par la DINEPA	15	36	51
Nombre de bénéficiaires de la campagne de communication (par sexe)	5 000	5 000	10 000
Objectif 2 : retrait des services d'assainissement d'urgence, accompagné d'une sensibilisation aux solutions nouvelles proposées et aux moyens d'y accéder			
Nombre de camps où la Fédération a mis un terme à ses services d'assainissement	32	0	32
Nombre de latrines d'urgence qui ont été mises hors service ou dont la responsabilité a été transférée à la DINEPA	397	381	778
Nombre de bénéficiaires de la campagne de communication (par sexe)	5 000	5 000	10 000
Objectif 3 : les connaissances et les comportements en matière d'hygiène s'améliorent dans les camps et dans certains quartiers qui les entourent			
Nombre de comités de gestion de l'eau et de l'assainissement créés au cours des opérations d'urgence	66	0	66
Nombre de personnes ayant pu bénéficier de plus d'une campagne de promotion de l'hygiène (par sexe)	250 000	0	250 000

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

iii. Eau, assainissement et santé à Léogâne

À Léogâne, l'opération Relèvement menée par la Fédération internationale consiste, depuis juillet 2010, à assurer l'approvisionnement en eau, des activités d'assainissement, des programmes de promotion de l'hygiène et des programmes PSSC. L'équipe de Léogâne adoptera l'approche communautaire intégrée (INA), à l'appui des activités d'hébergement menées par la Croix-Rouge espagnole (INA site 7), tout en poursuivant son propre programme de relèvement, décrit ci-après, jusqu'en décembre 2012. Cette section porte donc seulement sur les activités autonomes.

Résumé des principales activités menées à Léogâne :

LÉOGÂNE	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GÉNÉRALES	PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES GÉNÉRALES	GRAND TOTAL
	Projets adoptant l'approche communautaire intégrée		Projets autonomes de relèvement		
EAU	Soutien aux activités d'hébergement de la Croix-Rouge espagnole dans le domaine de l'approvisionnement en eau.	2 203 foyers	Accès à l'approvisionnement en eau	5 000 foyers	7 203 foyers
ASSAINISSEMENT	Soutien aux activités d'hébergement de la Croix-Rouge espagnole dans le domaine de l'assainissement et de la promotion de l'hygiène	2 203 foyers	Meilleur accès aux installations sanitaires	2 000 foyers	4 203 foyers
SANTÉ	PSSC	4 408 foyers	Sensibilisation accrue à l'information sanitaire par le programme PSSC	2 000 foyers	6 408 foyers

Introduction : Léogâne est située à 29 km (18 miles) à l'ouest de Port-au-Prince et a été l'épicentre du tremblement de terre de 2010. Le bureau de la Fédération internationale à Léogâne se concentre sur la distribution d'eau et les installations sanitaires, la promotion de l'hygiène et les services de santé à la population locale. Ces projets contribuent à améliorer l'état de santé des personnes concernées, qu'il s'agisse des femmes, des filles, des garçons ou des hommes, grâce à la construction de nouveaux points d'eau, la réfection des points d'eau endommagés par le tremblement de terre, la construction d'installations sanitaires à domicile ou dans la commune, et des activités de promotion de l'hygiène dans les camps et les communautés. Ce projet est fondé sur une approche à base communautaire, ce qui devrait assurer la pérennité des installations nouvellement construites autant que de celles qui auront été réparées.

But : contribuer à l'amélioration de l'état de santé de 20 000 personnes dans 3 secteurs cibles de Léogâne par un meilleur accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et aux notions d'hygiène avant la fin décembre 2012.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Objectif 1 : améliorer l'accès de 20 000 personnes à l'eau potable, à domicile et dans la commune, avant novembre 2012.

Principales activités

- Construction et réfection de 46 installations d'approvisionnement en eau réparties comme suit :
 - Construction de 20 points d'eau ou forages
 - Réfection de 20 points d'eau existants
 - Construction de 6 réseaux d'adduction

Objectif 2 : améliorer l'accès de 24 165 personnes aux installations sanitaires, à domicile et dans la commune, avant novembre 2012.

Principales activités

- Construction de 1 200 latrines domestiques ;
- Construction de 100 latrines dans les écoles et les lieux publics ;
- Construction de 1 300 installations de lavage des mains et fourniture de 1 300 poubelles métalliques.

Objectif 3 : accroître, d'ici novembre 2012, la participation de tous, femmes, filles, garçons et hommes, aux activités relatives à l'eau et à l'assainissement pour en assurer la pérennité.

Principales activités

- Établir de bonnes relations avec 46 communautés sur les questions relatives aux points d'eau et aux sanitaires et dresser la liste du matériel nécessaire ;
- Faciliter la communication entre les différentes parties concernées (46 communautés bénéficiaires, CASEC, DINEPA) ;
- Créer 46 comités responsables en la matière selon la réglementation de la DINEPA ;
- Organiser 6 séances de formation sur l'utilisation et l'entretien du matériel (hydrotechniciens, opérateurs de pompe, responsables de comité) ;
- Effectuer des contrôles de qualité de l'eau et informer les 46 comités des résultats après la construction ou la réfection des points d'eau.

Objectif 4 : améliorer, d'ici novembre 2012, les connaissances, les comportements et les pratiques des communautés en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène.

Principales activités

1. Réaliser des enquêtes de base (46 points d'eau) ;
2. Sélectionner et former 166 volontaires communautaires à la promotion de l'hygiène ;
3. Développer et distribuer des kits de promotion de l'hygiène ;
4. Promouvoir l'hygiène dans les communautés et les écoles par le processus participatif pour la modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement (*Participatory Hygiene and Sanitation Transformation*, PHAST) et le programme PSSC ;
5. Distribuer des kits de nettoyage aux 1 300 bénéficiaires des installations sanitaires ;
6. Réaliser une enquête finale.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

EAU, ASSAINISSEMENT ET PROMOTION D'HYGIÈNE À LÉOGÂNE PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012	GRAND TOTAL
Objectif 1 : améliorer l'accès de 20 000 personnes à l'eau potable, à domicile et dans la commune, avant novembre 2012			
Mise en place de points d'eau/forages	5	15	20
Réfection des points d'eau existants	5	15	20
Construction de réseaux de distribution	1	5	6
Objectif 2 : améliorer l'accès de 24 165 personnes aux installations sanitaires, à domicile et dans la commune, avant novembre 2012			
Construction de latrines domestiques	300	900	1 200
Construction de latrines dans les écoles et les lieux publics	25	75	100
Construction d'installations pour le lavage des mains	325	975	1 300
Distribution du matériel d'entretien	25	75	100
Distribution de poubelles métalliques	325	975	1 300
Objectif 3 : accroître, d'ici novembre 2012, la participation de tous, femmes, filles, garçons et hommes, aux activités relatives à l'eau et à l'assainissement pour en assurer la pérennité			
Établir de bonnes relations avec des communautés sur les questions relatives aux points d'eau et aux sanitaires et dresser la liste du matériel nécessaire	11	35	46
Faciliter la communication entre les différentes parties concernées (46 communautés bénéficiaires, CASEC, DINEPA)	11	35	46
Créer 46 comités responsables en la matière selon la réglementation de la DINEPA	11	35	46
Organiser des formations sur l'utilisation et l'entretien du matériel	1	5	6
Objectif 4 : améliorer, d'ici novembre 2012, les connaissances, les comportements et les pratiques des communautés en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène			
Formation de volontaires communautaires à la promotion de l'hygiène	42	124	166

Programme de santé à Léogâne

Le programme de santé à Léogâne est aligné sur le but général du programme Santé et soins de santé de la Croix-Rouge haïtienne, qui vise à renforcer considérablement la capacité des communautés cibles de prévenir et prendre en charge les blessures et les problèmes de santé

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

courants dans les situations d'urgence et en temps normal. Les activités à Léogâne sont conformes à l'objectif 4 du programme Santé et soins de santé :

Objectif 4 : mise en œuvre – amélioration des connaissances relatives à la santé et à la prévention des maladies et renforcement des comportements favorisant durablement la santé dans les communautés cibles.

D'après les analyses de besoins menées à Léogâne, les services fournis répondent aux quatre composantes recommandées dans le programme Santé et soins de santé :

- Santé communautaire, notamment santé maternelle, néonatale et infantile
- Soins d'urgence
- Soutien psychosocial
- VIH et sida

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME SANTÉ À LÉOGÂNE PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012	GRAND TOTAL
Objectif 1 : Les connaissances en santé et en prévention des maladies sont améliorées et les comportements liés à la santé sont accrus et durables dans les communautés cibles.			
Nombre de communautés mobilisées par le programme Santé	1	2	3
Nombre de femmes, de filles, de garçons et d'hommes ayant bénéficié d'interventions sanitaires adaptées		10 000	10 000
Nombre de volontaires formés à la santé communautaire	70		70

iv. Secours

Au milieu de l'année 2011, plus de 600 000 personnes sont toujours dans des camps à Port-au-Prince et dans les régions avoisinantes. Bien que de nombreux camps aient été fermés, certains par la force, on apprend de source officielle que d'autres personnes se présentent dans les camps à mesure que les familles en partent (certaines viennent des provinces, d'autres viennent d'autres camps qui ont été fermés ou ont connu des problèmes). Même si globalement l'évolution de la situation reste positive, il est clair que les populations vivant dans les camps y resteront pour un certain temps, sauf si un soutien important est assuré par les autorités et que de grandes orientations sont tracées. Les Nations Unies se disent préoccupées par le manque de ressources pour les camps et la gestion des camps, mais les autorités craignent que la prolongation des services assurés dans les camps ne retarde les retours dans les quartiers et les régions d'origine. Pour répondre à ces préoccupations en apparence contradictoires, la Fédération internationale fournira des bâches à un certain nombre de familles indigentes, afin qu'elles soient protégées de la chaleur et des pluies en 2011. Les besoins devront sans doute faire l'objet d'une réévaluation fin 2011 ou début 2012, mais la Fédération n'a actuellement aucun plan visant à poursuivre les distributions de secours en 2012. Si une grande catastrophe naturelle se produisait, qui dépasse les capacités de la Croix-Rouge haïtienne et mette en péril les stocks actuels, un appel séparé serait lancé.

Premiers secours

1. Abris d'urgence – Remplacement des bâches
2. Poursuite du suivi et de la préparation

Objectif 1 : améliorer l'accès aux abris d'urgence pour les ménages ayant besoin de remplacer les bâches dont ils disposent.

Principales activités

- Suivi et évaluation des besoins tenant compte de la problématique hommes-femmes ;
- Distribution de bâches, 2 par foyer ;
- Distribution de troussees d'hygiène.

Objectif 2 : maintenir le niveau de préparation pour pouvoir faire face à des besoins nouveaux et inattendus.

Principales activités

- Suivi en continu et évaluation de la situation tenant compte de la problématique hommes-femmes ;
- Évaluation de la situation dans certains camps qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes ;
- Mise à jour de la base de données relative aux secours et des protocoles à suivre en fonction de l'expérience et des leçons apprises au cours de l'année écoulée, afin de les appliquer aux opérations ultérieures.

Principaux résultats et calendrier

SECOURS PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011
<i>Objectif 1 : améliorer l'accès aux abris d'urgence pour les ménages ayant besoin de remplacer les bâches dont ils disposent</i>	
Nombre de familles recevant des bâches	103 000
Nombre de bâches distribuées	240 000

v. Prévention de la violence

Les bouleversements sociaux, économiques et politiques, l'insuffisance des mesures de sécurité visant à protéger les communautés, les déplacements massifs de populations après le tremblement de terre, les zones urbaines surpeuplées, un taux de chômage et de criminalité élevé chez les jeunes sont autant de facteurs qui ont rendu les communautés haïtiennes extrêmement vulnérables à la violence. Si la violence sous diverses formes et de divers types était déjà présente en Haïti avant le tremblement de terre, les atteintes à la sécurité des plus vulnérables se sont exacerbées. Les plus touchés sont les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes infirmes ou handicapées, les parents isolés, les proches aidants, les migrants ruraux, ainsi que les communautés gay et lesbienne. (Voir l'annexe pour de plus amples informations sur les initiatives en matière de prévention de la violence.)

But : améliorer la capacité des communautés à résister à la violence en identifiant les groupes vulnérables et en renforçant les mesures de protection à leur égard dans les programmes. Cela pourra se faire par une mise en œuvre coordonnée des stratégies de prévention de la violence prônées par la Fédération internationale, une analyse de la situation et un recueil d'informations sur

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

les actes de violence dont seraient victimes les communautés concernées, ainsi que par le développement d'une réponse commune aux activités du Mouvement en Haïti.

Objectif 1 : mise en œuvre des stratégies et politiques de prévention de la violence préconisées par la Fédération dans tous les programmes du Mouvement, en accordant une attention particulière à l'approche communautaire intégrée (INA), tout en gardant à l'esprit l'objectif plus large qui doit permettre au sein de la Fédération d'en apprendre davantage sur la prévention de la violence.

Objectif 2 : assurer le suivi et l'analyse des incidents violents réels, ou perçus comme tels, dans les communautés.

Objectif 3 : concevoir puis mettre en œuvre dans les programmes des mesures communes de protection pour répondre aux actes de violence signalés (qu'ils soient réels ou perçus comme tels).

Objectif 4 : renforcer la présence et la voix de la Fédération dans la lutte contre la violence, sa prévention et les réponses à y apporter, en sensibilisant les autorités gouvernementales et les institutions des Nations Unies pour qu'au moment le plus opportun, une réponse plus globale soit apportée à la violence dans les communautés.

Principales activités

Les activités suivantes concernent tous les programmes, si même la priorité doit aller aux programmes INA. Bien qu'elles soient ciblées sur certaines communautés en particulier, bon nombre d'initiatives, en particulier celles qui concernent la sensibilisation, seront aussi utiles à l'ensemble des groupes vulnérables d'Haïti.

Niveau communautaire

- Identifier les groupes vulnérables prioritaires et les approches spécifiques devant permettre d'améliorer leur protection ;
- Mettre au point et appliquer des outils d'enquête permettant de mesurer comment les actes de violence sont perçus dans les communautés concernées, ce qui permettra d'améliorer les programmes ;
- Mettre au point un système de notification rapide des actes de violence dans tous les programmes pertinents, ainsi que des stratégies de réponse appropriées reposant sur l'orientation-recours des victimes, la sensibilisation et l'adaptation des programmes ;
- Mettre au point des campagnes de communication de masse pour sensibiliser les partenaires du Mouvement travaillant dans ce domaine au problème de la violence et à sa prévention.

Niveau national

- Améliorer la représentation du Mouvement en Haïti dans les réunions des Nations Unies et des autorités de l'État, et renforcer la sensibilisation aux questions de protection des communautés.

Programme de la Fédération

- Dresser l'état des lieux de l'action du Mouvement sur la violence directe et indirecte, repérer les lacunes et les classer par ordre de priorité, tout en apportant un soutien au développement de programmes ciblés pour y remédier ;
- Sensibiliser les départements et les programmes de la Fédération à l'action institutionnelle de prévention de la violence ;
- Soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques et autres normes (Sphère, directives IASC) dans tous les programmes de la Fédération.

Pilier 2 : développement de la Société nationale

a. Soutien à la stratégie de développement 2010-2015 de la Croix-Rouge haïtienne

But : aider la Croix-Rouge haïtienne à devenir un partenaire solide et fiable de la société civile pour le gouvernement et la population d'Haïti en amplifiant et en pérennisant les principaux services qu'elle fournit dans les domaines de la gestion des catastrophes, de la santé et du don du sang, grâce à un renforcement de ses fondements financiers, techniques et en ressources humaines.

Cette stratégie sera de préférence intégrée au nouveau cadre fixé par le Secrétariat pour le renforcement des capacités, conformément à l'orientation donnée par le Conseil de direction de la Fédération internationale. Elle englobera une série d'outils qui guideront et aideront la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge dans la mise en œuvre de la Stratégie 2020, et plus particulièrement de l'action facilitatrice 1, à savoir « Bâtir des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge fortes ».

Pour être pérenne, la Croix-Rouge haïtienne doit être en mesure d'assurer une présence permanente et de mener ses activités essentielles en toutes circonstances. Engagée dans un processus de développement autonome, il est indispensable qu'elle connaisse au préalable ses points forts, ses contraintes et son potentiel dans son propre contexte.

Le réseau d'apprentissage et de partage des connaissances Croix-Rouge/Croissant-Rouge vise à stimuler de nouvelles réflexions, fixer des normes, mettre en place des programmes touchant aux grands domaines d'activité, et indiquer aux volontaires et aux collaborateurs les prestataires agréés qui offrent des possibilités d'apprentissage structuré. Une Société nationale forte doit aussi avoir de nombreux contacts et un accès à un prix abordable aux techniques de l'information et de la communication. Des Sociétés nationales reliées entre elles et avec d'autres renforcent concrètement « l'esprit d'union », car elles peuvent partager des connaissances et des données d'expérience qui permettent à toutes les Sociétés membres de mieux assumer leur rôle au sein de la Fédération internationale.

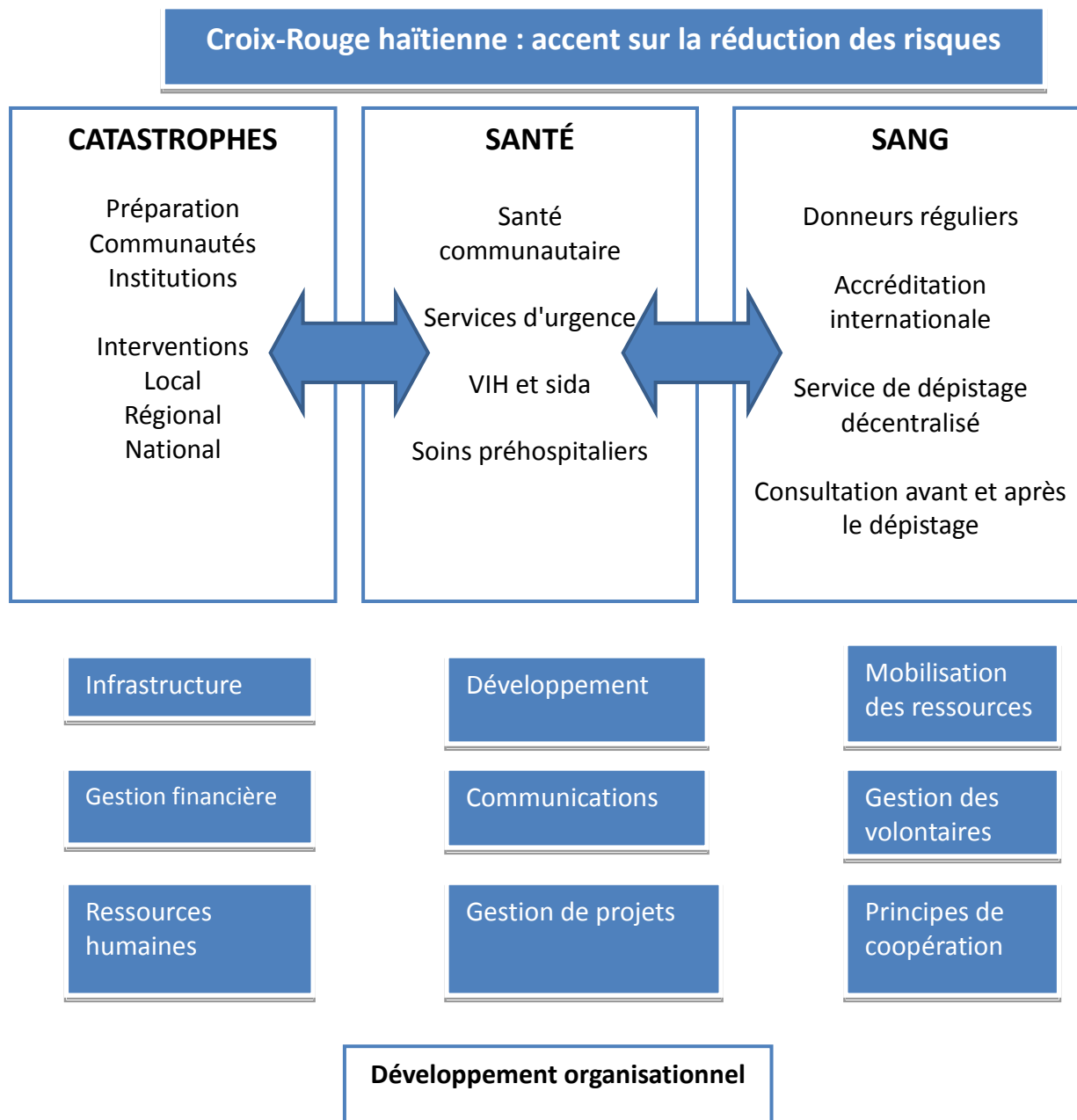
Un de ces outils est déjà utilisé en Haïti : il s'agit du système de compte rendu à l'échelle de la Fédération. D'autres initiatives telles qu'une banque de données vont voir le jour, car la direction de la Croix-Rouge haïtienne a décidé d'y affecter les ressources nécessaires et de commencer à les concrétiser en 2012. D'autres encore doivent être intégralement élaborées, comme l'Évaluation et la certification des capacités organisationnelles (ECCO) et de nouvelles activités en matière de gestion des volontaires, en coopération avec tous les acteurs de la Fédération.

La Croix-Rouge haïtienne fut fondée en mai 1932. Par ses statuts, elle a pour mandat de fournir un large éventail de services à la population haïtienne, services qui ont bénéficié de contributions régulières du budget du ministère de la Santé. La mission et les grandes orientations de la Société nationale furent adoptées en août 2003, dans le cadre de son plan national de développement pour 2004-2008, un plan global qui expose le projet mobilisateur de la Société nationale de recentrer ses activités et de renforcer ses capacités pour répondre aux besoins pressants des personnes les plus vulnérables en Haïti.

En décembre 2009, l'assemblée générale de la Croix-Rouge haïtienne adoptait le plan d'action 2010-2012, qui contient une liste d'objectifs ambitieux pour les deux années suivantes ; ce plan avait été élaboré en conformité avec le plan interaméricain 2007-2011 et la Stratégie 2020 de la Fédération internationale. Il a depuis été adapté pour refléter les changements intervenus dans les responsabilités au sein de la Société nationale et les besoins apparus à la suite du tremblement de terre pour devenir la stratégie 2010-2015. Le plan stratégique national de la Croix-Rouge haïtienne repose désormais sur trois piliers principaux, à savoir la préparation aux catastrophes et l'intervention en cas de catastrophe ; la santé communautaire, les services d'urgence et la banque

Opération Relèvement en Haïti – Plan d’action 2011-2012

du sang ; et le développement organisationnel en tant que thème transversal, qui inclut le développement de la gouvernance dans une Société nationale décentralisée et l'amélioration de la performance dans les systèmes et les structures d'appui. Toutes ces sous-stratégies sectorielles et fonctionnelles sont guidées par une vision globale de réduction des risques pour la société et la population.



Ces priorités ont été exposées le 15 décembre par la Croix-Rouge haïtienne dans un plan d'action global. La Fédération internationale étudie actuellement un plan d'appui précis coordonné avec le plan d'action de la Croix-Rouge haïtienne.

Principes opérationnels

Avant d'aborder les activités et objectifs concrets, il est important de réaliser que la stratégie de développement des services de la Croix-Rouge haïtienne a une portée plus large que le plan d'action de la Fédération internationale. Celle-ci est en effet soucieuse de soutenir la Croix-Rouge haïtienne dans un contexte plus général de développement des Sociétés nationales et, de ce fait, apporte ou facilite le soutien financier, technique et en ressources humaines à l'ensemble de la stratégie.

Pour ce faire, il est non seulement nécessaire de consolider directement les principaux secteurs, mais d'expérimenter aussi de nouvelles façons de renforcer les capacités. Il s'agit notamment de rassembler des fonds en vue d'une stratégie commune de renforcement des capacités et d'éviter ainsi une approche fragmentée qui serait trop orientée sur des projets. Il faut également intégrer des délégués parmi les cadres moyens occupant des fonctions clés dans la Croix-Rouge haïtienne et prévoir que la Société nationale puisse se doter d'un capital indispensable à sa viabilité à long terme.

Cette vue globale du développement de la Société nationale implique la réalisation des objectifs suivants et des principales activités pour y parvenir.

Objectif 1 : aider la Croix-Rouge haïtienne à mettre en œuvre sa stratégie 2010-2015

Principales activités

- Finaliser les plans de travail, les cadres de référence et les budgets relatifs à la stratégie 2010-2015 de la Société nationale ;
- Créer et soutenir un groupe de travail de la Société nationale et ses sous-groupes ;
- Renforcer les capacités de gestion sur le plan national et au niveau décentralisé des sections locales ;
- Augmenter les ressources humaines (intégration de délégués) ;
- Mettre sur pied des systèmes de gestion des volontaires qui tiennent compte de la problématique homme-femmes, afin que les services fournis localement soient appropriés ;
- Renforcer les capacités de gestion technique et opérationnelle au niveau des projets ;
- Consolider les fonctions de ressources humaines, de communication et de sensibilisation ;
- Renforcer les capacités de mobilisation des ressources.

Objectif 2 : encourager le développement des ressources financières pour les services et actifs essentiels de la Croix-Rouge haïtienne

Principales activités

- Mettre en place et gérer un fonds d'affectation spéciale ou un fonds destiné au renforcement des capacités en faveur de la Croix-Rouge haïtienne ;
- Poursuivre la construction des infrastructures de la Croix-Rouge haïtienne, dont le camp de base récemment acquis. Une étude de faisabilité sur la manière d'optimiser le développement du complexe de la Société nationale est en cours.

Principaux résultats et calendrier

DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012
Objectif 1 : aider la Croix-Rouge haïtienne à mettre en œuvre sa stratégie 2010-2015		
Des cadres de référence, des plans de travail et le budget nécessaires à la stratégie 2010-2015 sont élaborés pour tous les secteurs clés.	Les documents de planification pour 2012-2013 sont finalisés.	Les documents de planification pour 2013-2014 sont élaborés et révisés.
Nombre de délégués intégrés en place	5-7	5-7
Un groupe de travail pour le développement de la Société nationale est créé parmi les Sociétés membres.	Le groupe de travail pour le développement de la Société nationale a élaboré des objectifs pour les activités clés de renforcement des capacités de la Société nationale.	Les objectifs du groupe de travail pour le développement de la Société nationale sont pleinement atteints.
Objectif 2 : encourager le développement des ressources financières pour les services et actifs essentiels de la Croix-Rouge haïtienne		
Un fonds d'un montant minimum de 10 millions de dollars US destiné au renforcement des capacités est constitué.	Le fonds destiné au renforcement des capacités est suffisamment approvisionné pour financer les coûts des programmes et de l'aide fournie.	
Le plan de développement du complexe est finalisé et accepté par les partenaires du Mouvement.	Le plan de développement du complexe a reçu un soutien financier important.	Le plan de développement du complexe est intégralement réalisé.

Le soutien au développement de la Société nationale s'est intensifié en 2011, suite à divers événements dont l'arrivée, en mars, du conseiller technique de la Croix-Rouge haïtienne, l'intégration de délégués au sein de la Société nationale dans des programmes et des fonctions de soutien clés, et la création du groupe de travail pour le développement de la Société nationale et de plusieurs sous-groupes spécialisés. Le groupe de travail, présidé par la Croix-Rouge haïtienne avec le soutien de la Fédération internationale, comprendra des chefs de délégation de tous les partenaires intéressés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge travaillant en Haïti. Des réunions seront organisées mensuellement où l'on examinera les recommandations du groupe de travail. Les sous-groupes spécialisés, composés d'un sous-ensemble du groupe de travail principal, ont déjà été constitués pour s'occuper principalement du fonds d'affectation spéciale, de la mobilisation des ressources et des activités génératrices de revenus.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Le but général du groupe de travail pour le développement de la Société nationale est le suivant :

1. Créer une plate-forme au sein du Mouvement qui s'emploierait surtout à uniformiser le soutien à apporter au développement de la Société nationale ;
2. Aider les sous-groupes spécialisés à mettre en pratique les recommandations soumises par le groupe de travail, approuvées par la Croix-Rouge haïtienne et soutenues par la Fédération internationale ;
3. Adopter une approche intégrée et un calendrier des priorités, et fixer conjointement avec les partenaires du Mouvement les étapes d'un plan durable pour le développement de la Société nationale.

b. Domaines prioritaires et principaux résultats pour 2011-2012

i. Santé et soins de santé

But : renforcer considérablement la capacité des communautés cibles de prévenir et de prendre en charge les blessures et les problèmes de santé courants dans les situations d'urgence et en temps normal.

Objectif 1 : renforcement des capacités – la Croix-Rouge haïtienne a renforcé sa capacité de répondre aux besoins en matière de santé au niveau communautaire, et ce, au moyen de méthodes et d'outils harmonisés.

Objectif 2 : développement d'outils – la Croix-Rouge haïtienne dispose d'outils normalisés et testés pour mettre en œuvre les programmes de santé.

Objectif 3 : coordination – un mécanisme performant de coordination avec le Mouvement et les partenaires extérieurs est mis en place pour soutenir les programmes de santé de la Croix-Rouge haïtienne.

Objectif 4 : mise en œuvre – amélioration des connaissances relatives à la santé et à la prévention des maladies et renforcement des comportements favorisant durablement la santé dans les communautés cibles.

Sur la base d'une analyse des besoins, quatre composantes sont recommandées dans les programmes de santé, à savoir :

- la santé communautaire, notamment la santé maternelle, néonatale et infantile ;
- les services d'urgence ;
- les programmes de soutien psychosocial ;
- le VIH et le sida.

Travailler dans ces domaines définis permettra à la Croix-Rouge haïtienne de privilégier une démarche fondée sur les besoins et de garantir l'uniformisation de ses programmes de santé avec ceux mis en œuvre dans l'ensemble des Amériques à tous les niveaux.

1. Santé communautaire

La capacité d'agir du ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) a été gravement altérée par le tremblement de terre. En effet, les structures du ministère, notamment son siège, les hôpitaux et les dispensaires ont subi de lourds dégâts ; par ailleurs, les membres de leur personnel ont quitté les services gouvernementaux pour travailler avec des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres agences. L'Organisation mondiale de la Santé recommande qu'un système de santé efficace comble le vide entre la conduite des affaires publiques et la réponse aux besoins et aux attentes de la population en matière de santé. Avant le tremblement de terre déjà, le MSPP faisait l'impossible pour assurer des services aux trois niveaux du système de santé, ce qui apparaissait dans le fait que le système national ne fournissait de soins qu'à 20% seulement

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

de la population, les autres 80% étant pris en charge par le secteur privé, des guérisseurs traditionnels, des ONG ou des organisations confessionnelles. L'absence de contrôle de qualité des services et l'état médiocre des quatre éléments constitutifs du renforcement du système de santé (informations factuelles, ressources humaines, financement des soins de santé, et produits et techniques) n'a pas permis au système de santé de remplir son mandat correctement, à savoir fournir l'ensemble des soins pouvant répondre aux besoins de la population haïtienne.

La Fédération internationale portera toute son attention sur les interventions de santé communautaire et travaillera en collaboration avec les communautés cibles (dans les camps et les établissements humains), où elle encouragera les activités conformes aux programmes du MSPP relatifs à la santé maternelle, néonatale et infantile ainsi que le programme de premiers secours et de santé à base communautaire (PSSBC) – moyen privilégié pour répondre globalement aux besoins en matière de santé communautaire, tout en reconnaissant qu'il existe localement de nombreux outils spécifiques aux maladies et aux activités sanitaires qui complètent le programme PSSBC. L'approche intégrée en matière de santé communautaire vise à produire des effets plus marquants qui réduisent les vulnérabilités tant de la communauté que des individus qui la composent et qui augmentent les capacités de la communauté. Les volontaires et les ménages de la communauté seront dotés des moyens nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs propres solutions aux problèmes de santé, afin d'être mieux préparés et mieux en mesure de répondre à leurs propres besoins.

2. Soins d'urgence⁸

Cette composante porte principalement, mais pas exclusivement, sur :

- la formation à la méthode de lutte contre les épidémies à l'usage des volontaires et l'application de cette méthode ;
- l'eau et l'assainissement dans les situations d'urgence ;
- le VIH et le sida dans les situations d'urgence ;
- le soutien psychosocial dans les situations d'urgence ;
- la santé maternelle, néonatale et infantile dans les situations d'urgence.

Quand l'épidémie de choléra s'est déclarée, les volontaires de la Croix-Rouge haïtienne ont reçu une formation pour lutter contre les épidémies, ce qui leur a permis de toucher un nombre important de personnes en faisant passer des messages clés. Il est important que la Croix-Rouge haïtienne fidélise ses volontaires et s'appuie sur leurs capacités dans les situations d'urgence sanitaire qui ne manqueront pas de se produire. Le fait de disposer d'une documentation (y compris les outils communautaires) en créole et de graphiques et dessins illustrant les données démographiques sur Haïti facilitera grandement la diffusion de ces informations. L'accent sera mis sur la préparation à la saison des ouragans avec la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe.

3. Programme de soutien psychosocial (PSP)

Le soutien psychosocial est un secteur prioritaire de la Croix-Rouge haïtienne, et un travail considérable a débuté pour renforcer ses capacités dans ce domaine à l'aide de programmes pertinents et dynamiser son leadership. La Société nationale veut également renforcer ses capacités en tirant parti des compétences et ressources locales telles que le centre de psychotraumatologie, la faculté des sciences humaines et la faculté d'ethnologie, qui forment des étudiants à la psychologie, à la sociologie, à l'anthropologie, à l'ethnologie, au travail social et à la communication sociale. La Croix-Rouge haïtienne a l'intention de créer de nouveaux outils, si c'est nécessaire, étant entendu que ces outils devront être fondés sur les besoins constatés. L'accent a jusqu'ici été mis sur un

⁸ L'opération de lutte contre le choléra du Secrétariat de la Fédération internationale a diminué progressivement en 2011 et, en février 2012, toutes les activités dans ce domaine feront partie du programme Santé et soins de santé de la Croix-Rouge haïtienne, dans la catégorie des soins d'urgence.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

processus de partenariat/consortium où tous les partenaires du Mouvement contribueront à une approche unique, cohérente et uniformisée du programme de soutien psychosocial, notamment à une formation de base uniformisée.

À ce jour, l'équipe PSP s'est concentrée sur des activités de transition (de la situation d'urgence aux activités de développement) et sur la mise en place d'un département de soutien psychosocial. Elle a été très efficace au plus fort de l'épidémie de choléra et travaille sur la base d'évaluations des besoins et d'analyses des données. La stratégie adoptée a été conçue, afin que des partenariats soient conclus avec les universités et d'autres partenaires en vue de répondre aux besoins en matière de soutien psychosocial, tout en maintenant dans une perspective à long terme le programme de soutien psychosocial en tant que domaine thématique clé de la Croix-Rouge haïtienne.

4. VIH et sida

Avant le séisme, l'ONUSIDA et l'OMS évaluaient à 120 000 le nombre de personnes vivant avec le VIH dans le pays, dont 53% de femmes. La prévalence d'adultes vivant avec le VIH en Haïti était alors de 2,2%, soit 47% de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH dans les Caraïbes. Signalées pour la première fois en 1979⁹, les infections par le VIH en Haïti ont augmenté jusqu'au début des années 1990. La prévalence a alors commencé à diminuer, en particulier dans les zones urbaines. La prévalence du VIH chez les femmes enceintes qui consultaient les dispensaires prénataux a considérablement baissé, de 5,9% en 1996 à 3,1% en 2004. Cette baisse semble toutefois s'être stabilisée à 2,2% ces dernières années.

Si des changements positifs de comportement sont en partie responsables de cette baisse générale, des niveaux importants de comportement à haut risque perdurent, surtout en zone rurale et parmi les jeunes. Dans l'ensemble, les conséquences sanitaires, économiques et sociales négatives du VIH et du sida demeurent anormalement importantes en raison d'un accès limité aux soins de santé, d'une extrême pauvreté et des stigmates et discriminations attachés au sida.

Les risques de transmission du VIH ont augmenté de manière drastique après la catastrophe, car on note une augmentation de l'activité sexuelle, comme en témoigne l'augmentation du nombre de grossesses non désirées (surtout parmi les jeunes) dans les camps. On constate de même une augmentation de la violence sexiste, ainsi que des relations sexuelles en échange de faveurs et de la violence sexuelle intergénérationnelles.

La Croix-Rouge haïtienne, qui est membre de l'Alliance mondiale sur le VIH et le sida, a une solide expérience des programmes VIH/sida, en particulier pour ce qui est de l'éducation des jeunes par leurs pairs avec la méthode modifiée « *Ensemble, nous le pouvons* ».

Dans le cadre de l'engagement pris par son assemblée générale et avec le soutien de la Fédération internationale et des Sociétés nationales partenaires, la Croix-Rouge haïtienne s'efforcera d'accroître l'efficacité de son programme VIH et sida en obtenant trois résultats :

- Prévenir de nouvelles infections ;
- Élargir les soins de santé, le traitement et le soutien ;
- Réduire les stigmates et la discrimination.

Ces trois résultats seront amplifiés par un quatrième :

- Renforcer les capacités de la Croix-Rouge nationale de réaliser des programmes plus performants aux niveaux national et régional.

⁹ L'épidémie du sida dans les Caraïbes a débuté officiellement en 1981, lorsque les premiers cas ont été enregistrés en Haïti. Toutefois, une analyse rétrospective des patients touchés par le sarcome de Kaposi a montré que les premiers cas de sida avaient déjà été consignés en 1979 (UNAIDS, *The Status of HIV in the Caribbean*, 2010).

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Un volet du programme sur le VIH traitera de la violence sexiste. Depuis le tremblement de terre, ce type de violence est devenu un problème de plus en plus sensible pour les femmes, en particulier pour celles qui vivent dans des camps de déplacés et, souvent, il est sous-notifié. Le groupe sectoriel Santé créé après le tremblement de terre fait en sorte que les victimes de la violence sexiste soient orientées vers des structures appropriées et reçoivent l'attention dont elles ont besoin (soins médicaux, assistance psychosociale et juridique). Un autre groupe de travail chargé des questions de santé génésique s'occupe de la gestion clinique du viol ; cette question reste cependant un domaine requérant une attention particulière et une collaboration forte, en particulier de la communauté ainsi qu'aux niveaux primaire et secondaire du système de santé. La violence sexiste est un problème transversal qui concerne les quatre domaines thématiques relatifs à la santé et qui sera géré par le délégué chargé des questions touchant au VIH et au sida et par son homologue de la Croix-Rouge haïtienne, et ce, en lien étroit avec le délégué responsable de la prévention de la violence de l'Unité de coordination technique du Mouvement. Un appui sera apporté à la mise en œuvre des directives du Comité permanent interorganisations (CPI) en matière de violence sexiste dans tous les programmes du Mouvement.

Principaux résultats et calendrier

Objectif 1 : renforcement des capacités

- Au moins 1 500 volontaires de la Croix-Rouge haïtienne seront formés aux problèmes de santé d'ici la fin 2012. Tant les femmes que les hommes auront un accès équitable aux possibilités de volontariat.
- Au moins six collaborateurs techniques appartenant à des sections locales seront opérationnels et faciliteront les programmes de santé d'ici la fin 2012.

Objectif 2 : développement des outils

- Afin d'uniformiser les programmes Croix-Rouge/Croissant-Rouge de formation en matière de santé, tous les collaborateurs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge entamant une formation dans ce domaine en Haïti utiliseront d'ici la fin 2012 les méthodes approuvées par la Croix-Rouge haïtienne dans les quatre domaines thématiques.
- Les méthodes utilisées dans les quatre domaines thématiques seront communiquées au MSPP et validées par lui.

Objectif 3 : coordination

- D'ici la fin 2011, au moins 50%, et fin 2012, 100% des Sociétés nationales membres de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge participeront aux réunions mensuelles des groupes de travail techniques et à d'autres réunions spécifiques dans les quatre domaines thématiques.

Objectif 4 : mise en œuvre

- D'ici la fin 2012, quatre communautés au moins seront mobilisées par les programmes de santé.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d’action 2011-2012

SANTÉ ET SOINS DE SANTÉ PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012	GRAND TOTAL
Objectif 1 : renforcer les capacités			
Nombre de volontaires de la SN formés	1 000	500	1 500
Nombre de collaborateurs techniques de la SN au niveau des sections où les programmes de santé sont réalisés.	3	3	6
Objectif 2 : développer des outils			
Toutes les Sociétés membres CR/CR utilisant les méthodes approuvées par la SN dans les 4 domaines thématiques	7	7	14
Les méthodes sont communiquées au MSPP et validées par lui.	2	2	4
Objectif 3 : coordonner			
Nombre de Sociétés membres CR/CR participant aux réunions mensuelles des groupes de travail techniques et à d'autres réunions spécifiques dans les 4 domaines thématiques	7	7	14
Objectif 4 : mettre en œuvre			
Nombre de communautés mobilisées par les programmes de santé	2	2	4

ii. Gestion des risques de catastrophe

Le programme de gestion des risques de catastrophe fonctionne aux niveaux du pays, des sections locales et des communautés pour renforcer tous les aspects de la réduction des risques de catastrophe, de la préparation aux catastrophes et de l'intervention en cas de catastrophe, ainsi que la coordination avec les acteurs nationaux, régionaux et locaux de la gestion des risques de catastrophe. Le programme est fondé sur le plan stratégique 2010-2015 de la Croix-Rouge haïtienne, ainsi que sur le Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération et son annexe relative à la gestion des catastrophes et des risques de catastrophe.

Ce programme a pour but de soutenir les communautés très vulnérables par le renforcement de leurs capacités de préparation, d'intervention et de relèvement, par des campagnes d'éducation et de sensibilisation du public sous la forme d'actions coordonnées, par le renforcement des mécanismes de la Croix-Rouge haïtienne en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention, par la consolidation du centre national de formation de la Croix-Rouge haïtienne, ainsi que par une législation et un cadre juridique pertinents.

But : réduire les risques et les conséquences d'un séisme pour la communauté en améliorant la capacité de la Croix-Rouge haïtienne de gérer une catastrophe et les risques de catastrophe aux niveaux local, régional et national. La Société nationale accroîtra encore son rôle dans le pays en

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

sensibilisant les pouvoirs politiques, pour qu'ils intègrent la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et stratégies nationales institutionnelles et de développement, et en participant davantage au système national de gestion des catastrophes et des risques de catastrophe à tous les niveaux.

Objectif 1 : les communautés vulnérables ont davantage de connaissances, de compétences et de ressources pour mener à bien des activités d'atténuation des effets des catastrophes, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe.

Principales activités

- Dans les milieux urbains et ruraux, renforcement ou création des brigades communautaires et mise à disposition de compétences techniques et pratiques pour gérer les actions de premiers secours et de préparation aux catastrophes ;
- Sensibilisation du public, des chefs de communauté, des enseignants et des étudiants aux risques naturels ;
- Sensibilisation des responsables de la communauté et des enfants des écoles à la santé communautaire et aux premiers secours ;
- Organisation d'une évaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC), ce qui permettra de savoir où des microprojets sociaux peuvent être développés.

Objectif 2 : capacité institutionnelle accrue de la Croix-Rouge haïtienne de gérer les catastrophes et les risques de catastrophe aux niveaux national et communautaire.

Principales activités

Renforcement de la structure, des politiques, des systèmes, des règles générales et des protocoles de la Croix-Rouge haïtienne en matière de gestion des risques de catastrophe, axé sur une approche intégrée avec d'autres départements et des partenaires compétents de la Croix-Rouge haïtienne.

- Organiser à l'échelle nationale des formations destinées à renforcer la capacité des volontaires de la Société nationale d'entreprendre et de mener à bien des activités de réduction des risques au niveau local et de permettre à ces volontaires d'intervenir plus efficacement en cas de catastrophe ;
- Renforcer la capacité du centre national de formation de la Croix-Rouge haïtienne de fournir des services ;
- Organiser des exercices de simulation d'interventions d'urgence.

Objectif 3 : meilleure coordination de la Croix-Rouge haïtienne et sensibilisation accrue à une gestion globale des catastrophes et des risques de catastrophe dans le cadre des politiques nationales et du cadre institutionnel.

Principales activités

- Intensifier la participation de la Croix-Rouge haïtienne, au sein des structures du système national, à l'élaboration de directives sur le cadre juridique et la stratégie de relèvement.

Premiers secours

Le programme de premiers secours de la Société nationale dépend du Département de la gestion des catastrophes et des risques de catastrophe, ce programme étant relié aux programmes de santé par le programme PSSBC. La Croix-Rouge haïtienne ayant une longue tradition en matière de formation aux premiers secours, les possibilités sont donc grandes qu'elle se développe comme une entreprise commerciale avec l'ouverture du centre national de formation au camp de base de Port-au-Prince. Il est également possible, dans les programmes communautaires actuels, d'assurer

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

localement une formation de base aux premiers secours ; cette formation est très appréciée, comme on le signale régulièrement dans certains camps ou communautés, car elle donne des informations et crée des compétences chez des centaines, voire des milliers de personnes dans le domaine de la survie. Ces possibilités seront étudiées pendant cette période.

Principaux résultats et calendrier

Objectif 1 : les communautés vulnérables ont davantage de connaissances, de compétences et de ressources pour mener à bien des activités d'atténuation des effets des catastrophes, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe.

- Au moins trois équipes d'intervention communautaires seront constituées et équipées d'ici la fin 2012 ;
- Au moins trois camps ou communautés auront entrepris des microprojets d'atténuation des effets des catastrophes d'ici la fin 2012.

Objectif 2 : capacité institutionnelle accrue de la Croix-Rouge haïtienne de gérer les catastrophes et les risques de catastrophe aux niveaux national et communautaire.

- Au moins 275 volontaires, hommes et femmes, auront reçu une formation en gestion des risques de catastrophe d'ici la fin 2012 ;
- Treize sections régionales devraient pouvoir faire la preuve d'une capacité accrue en gestion des risques de catastrophe.

Objectif 3 : au sein de la Croix-Rouge haïtienne, meilleure coordination et sensibilisation accrue à une gestion globale des catastrophes et des risques de catastrophe dans les politiques nationales et le cadre institutionnel.

- La Croix-Rouge haïtienne participe activement aux plates-formes et aux commissions nationales de gestion des risques de catastrophe.

GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE PRINCIPAUX RÉSULTATS	CIBLES ANNUELLES 2011	CIBLES ANNUELLES 2012	GRAND TOTAL
Objectif 1 : les communautés vulnérables ont davantage de connaissances, de compétences et de ressources pour mener à bien les activités d'atténuation des effets des catastrophes, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe.			
Nombre d'équipes d'intervention communautaires constituées et équipées	1	2	3
Nombre de camps ou de communautés concernés par les microprojets d'atténuation des effets des catastrophes	1	2	3
Objectif 2 : capacité institutionnelle accrue de la Croix-Rouge haïtienne de gérer les catastrophes et les risques de catastrophe aux niveaux national et communautaire.			
Nombre de volontaires formés à la gestion des risques de catastrophe	100	175	275
Nombre de sections régionales dont la capacité en matière de gestion des catastrophes et des risques de catastrophe est renforcée	4	9	13

Objectif 3 : au sein de la Croix-Rouge haïtienne, meilleure coordination et sensibilisation accrue à une gestion globale des catastrophes et des risques de catastrophe dans les politiques nationales et le cadre institutionnel.

La Croix-Rouge haïtienne participe activement aux plates-formes et aux commissions nationales de gestion des risques de catastrophe.

iii. Service d'ambulances

Introduction : le service d'ambulances est un programme national à long terme de la Croix-Rouge haïtienne qui, depuis longtemps, vient au secours des victimes d'accidents de la route et apporte une aide aux personnes qui ont des besoins particuliers, comme les personnes âgées et les femmes enceintes qui doivent être transportées à l'hôpital. Depuis octobre 2010, le service d'ambulances assure le transport des patients atteints du choléra à Port-au-Prince et dans les environs vers les centres et les unités de traitement du choléra. La Croix-Rouge haïtienne s'efforce maintenant de renforcer les capacités de son service d'ambulances au niveau national en période de catastrophe.

But : renforcer la capacité de la Croix-Rouge haïtienne d'intervenir en cas de catastrophe naturelle par l'intermédiaire de son service d'ambulances.

Objectif 1 : renforcement des capacités – le service d'ambulances de la Croix-Rouge haïtienne dispose d'un nombre suffisant de collaborateurs et de volontaires bien formés, ainsi que des équipements et du matériel nécessaires.

Principales activités

- Formation aux premiers secours et atelier de remise à niveau pour les volontaires du service d'ambulances ;
- Formation des médecins au tri et à la stabilisation des personnes touchées par une catastrophe.

Objectif 2 : développement des outils – le service d'ambulances de la Croix-Rouge haïtienne a le matériel et les équipements nécessaires aux interventions d'urgence.

Principales activités

- Acquisition du matériel et des équipements pour les premiers secours ;
- Acquisition d'ambulances ;
- Construction d'un site de simulation.

Objectif 3 : coordination – le service d'ambulances de la Croix-Rouge haïtienne est bien intégré dans les mécanismes de coordination de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge et des partenaires extérieurs tels que l'État haïtien, et plus particulièrement le MSPP et la protection civile.

Principales activités

- Participation régulière à des réunions entre les partenaires, ou en organiser ;
- Participation à des groupes sectoriels nationaux et à d'autres mécanismes de coordination.

6. Un environnement propice : le soutien aux programmes

Pour que le relèvement d'Haïti porte ses fruits, un triple soutien est assuré – en Haïti, depuis le Panama et depuis Genève – à trois groupes principaux de clients, c'est-à-dire l'équipe du Secrétariat de la Fédération internationale en Haïti, la Croix-Rouge haïtienne et les autres Sociétés nationales menant des activités en Haïti.

La partie suivante décrit brièvement les principales responsabilités des diverses fonctions de soutien au relèvement en Haïti.

a. Coordination du Mouvement

C'est au Secrétariat de la Fédération internationale qu'incombe la coordination du Mouvement pour garantir de bons résultats dans les domaines des secours et du relèvement. La Fédération, la Croix-Rouge haïtienne et le CICR et, plus tard, 22 Sociétés nationales partenaires ont signé en avril 2010 un protocole d'accord confirmant l'importance d'agir en tant que fédération. Ce protocole d'accord a également entériné la création de sept organes de coordination qui aideront à la mise en œuvre des fonctions principales.

Sur le plan stratégique, le Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération pour Haïti, approuvé en mars 2011, permet d'énoncer clairement le but général de la stratégie adoptée et donne aux Sociétés membres des orientations pour y parvenir. D'autres initiatives « à l'échelle de la Fédération » ont vu le jour ou ont continué à se développer, parmi lesquelles un cadre d'évaluation, une stratégie d'apprentissage et l'intérêt renouvelé pour les initiatives en matière de redevabilité.

Pour promouvoir ces nouvelles initiatives et assumer les responsabilités, exercées ou non, on a recruté des collaborateurs chargés de la coordination au sein du Mouvement pour les fonctions suivantes : gestion de l'information (août), prévention de la violence (octobre), moyens de subsistance (octobre), gestion des risques de catastrophe (juillet) et eau et assainissement (septembre). Les coordonnateurs du Mouvement pour les divers secteurs de programmes et les fonctions transversales épaulent le Secrétariat, la Croix-Rouge haïtienne et les Sociétés nationales membres non seulement en assurant la coordination, mais aussi en entreprenant des démarches, en fournissant un appui technique et en produisant la documentation pertinente.

Par ailleurs, le Groupe de travail sur la performance et la responsabilité est devenu opérationnel en septembre 2011, et un nouveau groupe de travail chargé d'aider à la mise en œuvre du Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération et de l'approche communautaire intégrée (INA) a été mis sur pied en avril 2011.

Consolider ces initiatives et les postes nouvellement pourvus prendra du temps. De plus, les coordonnateurs du Mouvement auront davantage besoin de ressources pour donner corps aux nouvelles initiatives. D'ici juin 2012, les résultats attendus sont les suivants :

- Lancement sur le Web d'une plate-forme de gestion de l'information, qui répondra aux besoins des Sociétés nationales membres en matière de données et de cartes ; cette plate-forme hébergera également le Système de compte rendu à l'échelle de la Fédération et devrait faciliter la tâche des Sociétés membres qui pourront ainsi communiquer des données à l'ensemble de la Fédération et y accéder ;
- Mise en place d'un cadre d'évaluation à l'échelle de la Fédération, qui clarifie la manière dont les Sociétés membres détermineront les résultats et l'impact de leur action ; ce cadre sera compatible avec une banque de données des évaluateurs validée, ce qui garantira la qualité des mesures des principaux indicateurs et la réalisation d'enquêtes et d'évaluations répondant aux normes professionnelles ;
- Mise en œuvre d'une stratégie d'apprentissage à l'échelle de la Fédération, qui enregistre, analyse et applique l'apprentissage dans un certain nombre de domaines clés comme la

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

valeur ajoutée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le relèvement urbain, les normes minimales et les principales activités permettant de rendre des comptes aux bénéficiaires, l'intégration des programmes et les normes minimales qui facilitent la transition et le retrait. Parmi les principales séances d'apprentissage prévues figurent une semaine d'étude sur les abris (avril 2011) et une conférence d'apprentissage (2012).

b. Communication avec les bénéficiaires

Bâtir des communautés solides et résilientes exige qu'elles soient au centre du processus. Cela signifie que nous devons continuellement écouter les femmes, les filles, les garçons et les hommes, parler avec eux et les associer aux décisions qui les concernent. Dans l'opération Tremblement de terre en Haïti menée par la Fédération internationale, les programmes opérationnels incluent cette composante qui permet de communiquer avec les bénéficiaires et de leur rendre des comptes, ainsi que de fournir à la population en général des informations pratiques sur des sujets tels que la santé et les prévisions météorologiques.

À cet effet, les programmes de communication avec les bénéficiaires utilisent actuellement plusieurs outils tels que les SMS, les émissions radio hebdomadaires, les affiches et les prospectus, ainsi que des camions équipés de haut-parleurs et une ligne téléphonique réservée aux questions et aux plaintes. En 2012, une nouvelle ligne téléphonique sera mise en place ; elle fournira des informations et donnera aux habitants la possibilité de donner leur avis à la Fédération par l'intermédiaire de sondages par téléphone en utilisant le clavier du téléphone.

Une évaluation de la communication avec les bénéficiaires réalisée en 2011 a révélé que, si le programme est efficace par les informations qu'il fournit à la population (76% des personnes interrogées ont reçu des informations de la Croix-Rouge, 96% d'entre elles ont indiqué que ces informations étaient utiles), le niveau de communication est faible (10%). Si la Croix-Rouge doit davantage rendre des comptes aux bénéficiaires, il faudra que ces chiffres augmentent. À l'approche de 2012, la Fédération internationale et la Croix-Rouge haïtienne s'efforcent d'intégrer la communication avec les bénéficiaires dans leurs opérations et elles sont prêtes à prendre en considération et à utiliser les avis formulés par ces derniers pour, à terme, mieux concevoir et améliorer leurs activités.

Pour y parvenir, la communication avec les bénéficiaires doit tendre vers quatre objectifs principaux en 2012. Premièrement, le programme continuera de fournir aux Haïtiens des informations utiles dans leur vie quotidienne. Il s'agira principalement de conseils en matière de prévention des maladies et de préparation aux catastrophes, sujets mis en lumière par l'évaluation comme étant des plus importants pour les Haïtiens. Afin de diffuser ces informations, on aura recours à des campagnes intégrées régulières et à toute une série d'outils de communication tels que les SMS et la radio, les affiches, des camions équipés de haut-parleurs et une nouvelle ligne téléphonique. Les principaux indicateurs utilisés pour mesurer l'efficacité de la communication seront notamment le nombre de SMS envoyés, le nombre d'heures de radiodiffusion, le nombre d'auditeurs (femmes, filles, garçons et hommes) ayant bénéficié d'un menu complet d'options d'informations sur le serveur vocal interactif (*Interactive Voice Response*, IVR) et le nombre de sites visités par les camions équipés de haut-parleurs.

Deuxièmement, la communication avec les bénéficiaires permettra aux équipes opérationnelles de vérifier que la population est au courant des services et des projets de la Croix-Rouge qui les concernent, surtout s'ils ont trait à la phase de transition des services entre les camps et les communautés. Assurée en étroite collaboration avec ces équipes, elle contribuera en outre à l'élaboration de plans pour la phase de transition qui feront que les personnes sinistrées sauront quand et comment les services changeront. Ces plans guideront les activités d'apprentissage en fixant les normes minimales qui faciliteront les phases de transition et de retrait. Enfin, la communication avec les bénéficiaires concourra au succès de l'INA en incorporant des outils tels que

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

les SMS, les brochures et une ligne téléphonique pour les questions et les plaintes dans la mobilisation de la communauté, garantissant ainsi un rôle actif de la population dans le processus. Les indicateurs utilisés pour mesurer l'efficacité de ce système seront notamment le nombre d'appels reçus par le centre d'appels Noula et le nombre de sites parcourus par les camions équipés de haut-parleurs.

Troisièmement, la communication avec les bénéficiaires aura pour but d'augmenter le nombre de possibilités pour les habitants de donner leur avis à la Croix-Rouge, ce qui améliorera la communication réciproque et accroîtra la redevabilité. Un des principaux moyens d'y parvenir sera le lancement du nouveau serveur IVR, qui, non seulement constituera une source importante d'informations, mais permettra aussi de recueillir les avis des bénéficiaires par le biais de sondages qui peuvent être effectués en utilisant les touches du clavier d'un téléphone. Ce serveur, dont le lancement est prévu en janvier 2012, sera un outil essentiel de suivi, d'évaluation et de retour d'information pour les programmes. Les premiers sondages prévus porteront sur la satisfaction des personnes concernées par rapport aux abris, leur expérience de la violence physique et l'utilisation qu'ils font des subventions de subsistance financées par la Croix-Rouge. Le centre d'appels Noula sera développé et amélioré pour couvrir un plus grand nombre de projets et constituer un dispositif plus formel pour les questions et les plaintes. Les responsables de la communication avec les bénéficiaires travailleront avec le Groupe de travail sur la performance et la responsabilité et conduiront le processus d'élaboration de normes minimales à l'échelle du Mouvement et d'activités principales visant à assurer la redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires. Les indicateurs utilisés pour mesurer l'efficacité de ce système seront notamment le nombre d'appels d'auditeurs de l'émission radiophonique, le nombre d'appels gérés par le centre d'appels Noula et le nombre de personnes consultées pour réaliser le sondage sur le serveur IVR.

Quatrièmement, les responsables de la communication avec les bénéficiaires travailleront étroitement avec l'équipe Communication de la Croix-Rouge haïtienne à l'élaboration d'un plan de viabilité pour mettre au point des méthodes et des outils de communication de base. Ce plan consistera notamment à déterminer les domaines dans lesquels la Croix-Rouge haïtienne devrait poursuivre ses efforts en matière de communication avec les bénéficiaires, ainsi que les besoins en formation, en financement et en ressources humaines pour les réaliser. Les indicateurs utilisés pour mesurer l'efficacité de la communication avec les bénéficiaires seront notamment le plan de viabilité relatif à la communication – plan établi en accord avec la Croix-Rouge haïtienne –, et l'intégration d'activités de communication avec les bénéficiaires dans les stratégies et les plans d'action relatifs à la gestion des catastrophes et à la santé.

c. Services d'appui

i. Communication

Le fil conducteur de la communication pendant la deuxième année de l'opération sera la transition « *des camps vers la communauté* », avec la fourniture d'outils de communication aux responsables de la communication du Mouvement, aux bénéficiaires et aux donateurs, entre autres.

La gestion de la réputation, par des déclarations réactives, des messages clés et un système performant de questions et réponses, demeure une priorité. De nouveaux besoins en termes de communication d'urgence pouvant survenir, il sera donc nécessaire de continuer d'assurer une communication active portant sur la préparation aux ouragans et à la saison des pluies.

La pression directe des médias étant moins forte qu'en 2010, il sera possible de planifier et de mettre au point un système de communication qui réponde aux priorités en matière de sensibilisation du public par le biais, notamment, de messages ou de rapports pertinents, de dossiers thématiques et d'articles d'opinion, ce qui permettra de placer les avis et les priorités de la

Opération Relèvement en Haïti – Plan d’action 2011-2012

population haïtienne au centre de la communication extérieure et de donner de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge l’image de responsables attentifs.

Soutenir les objectifs de la Croix-Rouge haïtienne en matière de communication est également une priorité ; il faut pour cela cibler l’appui à apporter à des initiatives spécifiques et fournir les ressources nécessaires pour le renforcement des capacités.

ii. Logistique

Début 2010, la Fédération internationale a mis en place d’importantes infrastructures logistiques en Haïti à l’appui de ses programmes – la plus grande opération logistique jamais réalisée par l’organisation dans un seul pays. En 2011, cette opération logistique continue de fournir les services suivants à l’opération de relèvement en Haïti :

- achat de fournitures et de services ;
- dédouanement de tous les articles entrant en Haïti par air, terre et mer ;
- réception et traitement des fournitures ;
- entreposage ;
- envoi et livraison des fournitures dans les sites signalés par les coordonnateurs des programmes ;
- fourniture de véhicules légers, de camions et d’équipements lourds destinés aux programmes ;
- entretien et rapports d’entretien des véhicules légers, des camions et des équipements lourds par l’atelier de réparation des véhicules ;
- fourniture de services logistiques supplémentaires aux Sociétés nationales partenaires, par exemple entreposage et service de dédouanement.

Du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2012, l’opération logistique de la Fédération internationale s’en tiendra à ses plans révisés de rajustement pour assurer le transfert sans heurts des services logistiques à la Croix-Rouge haïtienne. Cela comprendra notamment l’installation d’un entrepôt, d’un atelier de réparation des véhicules, d’un centre pour ambulances et d’un dispositif de lavage des véhicules au camp de base de la Croix-Rouge haïtienne. En étroite collaboration avec la Société nationale, un processus de sélection sera engagé au cours duquel des collaborateurs logisticiens nationaux seront formés à tous les aspects des services logistiques afin de faire fonctionner et d’entretenir les installations mentionnées ci-dessus, de préférence en tant que structures génératrices de revenus. La même formation sera offerte aux logisticiens des Sociétés nationales partenaires et d’autres organisations par l’intermédiaire du plan de récupération des coûts des services supplémentaires.

Le Département de la logistique continuera également de fournir ses services aux programmes dans le cadre de l’INA, ainsi qu’aux programmes de la Croix-Rouge haïtienne en matière de santé et de traitement du choléra, et de gestion des risques de catastrophe.

iii. Ressources humaines

L’Unité des ressources humaines de la Fédération internationale non seulement supervise la gestion des ressources liées aux opérations Tremblement de terre et Relèvement menées par la Fédération en Haïti, mais elle fournit aussi les moyens humains nécessaires à plusieurs Sociétés nationales partenaires travaillant dans ce pays. Toutes les activités sont déployées en étroite collaboration avec la Croix-Rouge haïtienne. Ce soutien aux opérations en Haïti est conforme à l’approche au niveau mondial de la Fédération internationale et à la stratégie de la Croix-Rouge haïtienne en matière de ressources humaines. L’Unité, composée de cinq sous-unités, s’occupe des questions d’apprentissage et de développement, des collaborateurs internationaux et des collaborateurs nationaux, de la santé du personnel et des ressources humaines stratégiques. Elle fait partie de l’équipe des services d’appui de la Fédération internationale en Haïti.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

En 2011, l'Unité des ressources humaines de la Fédération internationale en Haïti a épaulé 785 collaborateurs nationaux, plus de 100 délégués/consultants, 1 500 journaliers/volontaires actifs dans 25 départements/unités. Au 1^{er} juillet 2011, l'Unité était composée de 7 délégués et 11 collaborateurs nationaux; en 2012, il est prévu de réduire les effectifs à 5 délégués et 12 collaborateurs nationaux.

Jusqu'à fin 2012, l'Unité des ressources humaines continuera d'assurer ses services conformément à la stratégie des ressources humaines, qui définit les domaines prioritaires de la planification de la main-d'œuvre, le système de rémunération, les compensations et les avantages pour les collaborateurs internationaux et les collaborateurs nationaux, les conditions d'apprentissage et de développement du personnel et l'enquête de fin de mission. Parmi les principaux résultats prévus pour la période allant jusqu'à fin 2012 figurent un système de rémunération complètement informatisé pour la Croix-Rouge haïtienne, les Sociétés nationales partenaires et les collaborateurs locaux de la Fédération, un examen permanent de la structure des ressources humaines ainsi que des conditions d'emploi des collaborateurs nationaux et internationaux, et l'offre régulière de possibilités de développement des compétences pour les collaborateurs et les volontaires qui répondent aussi aux exigences opérationnelles.

L'Unité des ressources humaines apportera une contribution spécifique en veillant au renforcement des capacités du siège et des sections locales, plus particulièrement au développement du leadership et de la gestion, ainsi que sur le plan organisationnel. En 2012, le directeur des ressources humaines intégrées sera en mesure d'aider la Croix-Rouge haïtienne à améliorer ses systèmes de ressources humaines et à traiter les questions de gestion des sections locales et des volontaires.

iv. Sécurité

Compte tenu de la complexité et de l'instabilité du contexte haïtien, en particulier à Port-au-Prince et dans les localités avoisinantes, la Fédération internationale a créé dès le début 2010 une unité de sécurité au camp de base. Celle-ci a pour tâche de garantir la sécurité des activités, des programmes et des actifs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur le territoire haïtien. Elle fait en sorte que les conditions minimales de sécurité soient appliquées et respectées, et elle conseille et aide les responsables de la Fédération internationale et des Sociétés nationales partenaires à élaborer des procédures et des plans appropriés en matière de sécurité. Elle forme aussi de manière régulière les collaborateurs nationaux aux procédures de sécurité et à la gestion des problèmes dans ce domaine.

D'ici la fin 2012, l'unité actualisera les procédures de sécurité afin d'améliorer encore la gestion de la sécurité par la Fédération en Haïti. Le suivi et l'analyse de l'évolution de la situation dans le pays, ainsi que l'identification des tendances en matière de sécurité, se poursuivront, de même que la conception et la mise en application de réponses appropriées. L'unité continuera aussi de sensibiliser le personnel international aux questions de sécurité par des séances d'information, des procédures radio et des formations, selon les cas.

v. Camp de base

La Croix-Rouge haïtienne, dont le siège a disparu dans le tremblement de terre, et la Fédération internationale ont déménagé pour s'installer en février 2010 dans le camp de base à Maïs Gâté. Après de longues négociations, un terrain de 10,75 hectares a été acheté début 2011 pour la Croix-Rouge haïtienne.

Afin d'aider la Croix-Rouge haïtienne à optimiser son potentiel, le camp de base sera développé de sorte que la Société nationale puisse fournir ses services à partir du camp et génère des revenus en offrant des possibilités commerciales. Les plans de développement comprennent notamment la construction d'un centre national de formation d'ici la fin 2011, qui permettra très utilement de dispenser une formation commerciale, comme les premiers secours, en plus des activités propres de la Croix-Rouge haïtienne visant à former ses collaborateurs, ses volontaires et les communautés.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

Une étude de faisabilité sera réalisée en 2011 pour mesurer le potentiel du site et les options qui s'offrent à la Société nationale, parmi lesquelles l'installation, au camp de base, d'une base de soutien logistique avec un atelier de réparation des véhicules. Pour donner suite à la demande de la Société nationale, la Fédération apportera son aide pour faciliter le développement du site.

Pendant cette période, l'unité de la Fédération chargée de la gestion du camp de base conduira à son terme le processus de transition en matière de logement, pour que les délégués internationaux résidant dans le camp quittent les tentes pour s'installer dans des modules d'hébergement climatisés. Cent modules d'hébergement préfabriqués ont été installés ; environ 80 délégués à long terme et jusqu'à 20 visiteurs du camp de base y sont logés, à savoir des membres du personnel de la Fédération de la zone Amériques et d'ailleurs, des consultants, des représentants des Sociétés nationales partenaires en visite, entre autres. Plusieurs tentes sont toujours utilisées pour héberger des visiteurs en surplus. En outre, 24 modules administratifs ont été montés, dont deux servent de salles de réunion.

vi. Gestion des risques

Conformément à l'action facilitatrice 3, « Fonctionner efficacement en tant que Fédération internationale », de la Stratégie 2020 de la Fédération internationale, le Secrétariat a créé un poste à plein temps de conseiller en gestion des risques pour l'opération en Haïti ; le poste est pourvu depuis mai 2010. Ce service consultatif, largement étendu aux Sociétés nationales membres, a pour tâches principales de renforcer les capacités en matière de gestion des risques et de mettre en œuvre le cadre de gestion des risques de la Fédération, et ce, afin d'encourager une meilleure utilisation des ressources, l'accent étant mis dans la mesure du possible sur la prévention plutôt que l'intervention, sur la prévention de la fraude et de la corruption, qui représentent une menace ou un problème tant en interne qu'en externe, sur la fourniture de conseils juridiques pour que les intérêts de la Fédération ainsi que les fonds qui lui ont été confiés soient protégés, ainsi que sur la coordination des audits internes et des audits financiers externes réguliers. Le conseiller agit en tant qu'agent du changement en recommandant continuellement des améliorations, et notamment en préconisant de prendre en compte les leçons du passé et de les mettre en pratique.

Annexe : prévention de la violence

Les bouleversements sociaux, économiques et politiques, l'insuffisance des mesures de sécurité visant à protéger les communautés, les déplacements massifs de populations après le tremblement de terre, les zones urbaines surpeuplées, un taux de chômage et de criminalité élevé chez les jeunes sont autant de facteurs qui ont rendu les communautés haïtiennes extrêmement vulnérables à la violence. Si la violence sous diverses formes et de divers types était déjà présente en Haïti avant le tremblement de terre, les atteintes à la sécurité des plus vulnérables se sont exacerbées. Les plus touchés sont les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes infirmes ou handicapées, les parents isolés, les proches aidants, les migrants ruraux, ainsi que les communautés gay et lesbienne.

Comme dans toute situation précaire, il est encore difficile de dresser un tableau complet de la violence en Haïti, et cela, en raison de la sous-notification des actes de violence. Les organisations humanitaires ne parvenant plus à répondre aux besoins matériels immédiats des communautés, les problèmes de violence ont été marginalisés pendant l'année écoulée. Toutefois, les initiatives prises en 2011 dans le cadre de l'opération Relèvement exigent que l'on accorde de toute urgence une plus grande attention à la dynamique de la violence, qui menace à la fois la résilience des communautés et les programmes conçus pour leur venir en aide.

S'il est vrai que le nombre des notifications d'actes de violence est en augmentation, la Fédération internationale préconisera néanmoins que davantage de recherches et d'analyses soient effectuées sur ce sujet afin d'élaborer des programmes de prévention de la violence basés sur des faits, un accent particulier étant mis sur les formes interpersonnelles de la violence¹⁰. En effet, les quelques études réalisées à ce jour par des organisations vouées à la défense des droits de l'homme font état de tendances alarmantes. Selon le *Centre for Human Rights and Global Justice human rights* (centre des droits humains et de la justice mondiale), 70% des 346 personnes interrogées lors d'un récent sondage ont déclaré être plus préoccupées par la violence sexuelle en février 2011 qu'elles ne l'étaient avant le tremblement de terre¹¹. L'UNICEF estime lui aussi qu'aujourd'hui, plus d'1,2 million d'enfants sont considérés comme extrêmement exposés à la violence, à l'exploitation et aux mauvais traitements¹². Selon un rapport de l'OIM, 24% des personnes vivant dans les camps ont dit qu'elles étaient menacées d'expulsion de force, tandis que les cas de commerce du sexe et de violence sexuelle et les graves abus d'autorité sont également fréquents dans les camps¹³.

Étant donné qu'il est de plus en plus urgent de traiter le problème de la violence en Haïti et dans le monde, toute une série de politiques et de stratégies liées à la prévention ont fait leur apparition. Le délégué du Secrétariat de la Fédération internationale chargé de la prévention de la violence assurera la coordination de leur mise en œuvre avec les responsables de la coordination technique du Mouvement en Haïti. En tant qu'interlocuteur responsable des questions de prévention de la violence en Haïti pour la Fédération, ce délégué assurera la liaison avec les coordonnateurs techniques du Mouvement s'occupant des moyens de subsistance, des abris, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ; avec le délégué responsable du dossier VIH/sida, qui est aussi son homologue pour les programmes de santé de la Croix-Rouge haïtienne ; avec le

¹⁰ On parle de violence interpersonnelle quand une personne use de son autorité, quelle que soit la situation, pour causer un préjudice physique, sexuel ou psychologique à une autre personne ou à un groupe de personnes.

¹¹ Centre for Human Rights and Global Justice, *Sexual Violence in Haiti's IDP Camps: Results of a household survey*, CHRGI, 2011, à consulter en ligne.

¹² UNICEF, *Children in Haiti: One year after – the long road from relief to recovery*, UNICEF, New York, 2011.

¹³ [International Organization for Migration](#), *Psychosocial team assessment Haiti*, April 2011 ; *HAP deployment to Haiti – Final report*, Humanitarian Accountability Partnership (HAP), 2010 ; *Driven by Desperation: Transactional Sex as a Survival Strategy in Port-au-Prince IDP Camps*, UNHCR, 2011 ; *Haïti. Doublement touchées. Des femmes s'élèvent contre les violences sexuelles dans les camps haïtiens*, Amnesty International, 2011.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d'action 2011-2012

délégué chargé des questions de prévention de la violence de la Société canadienne de la Croix-Rouge et d'autres interlocuteurs des Sociétés nationales partenaires à désigner ; et avec l'interlocuteur chargé de ces mêmes questions dans la zone Amériques, qui est basé au Panama.

Pour assurer la viabilité de cette démarche, un collaborateur national sera formé à la prévention de la violence et prendra le relais au sein de la Croix-Rouge haïtienne, qui sera ainsi dotée des compétences techniques nécessaires énoncées dans La Stratégie globale de la Fédération internationale sur la prévention et l'atténuation de la violence, ainsi que les moyens d'y faire face (2010-2020), problèmes auxquels sont confrontées toutes les Sociétés nationales. Cette démarche sera complétée par l'initiative stratégique de la Société canadienne de la Croix-Rouge de promouvoir l'instauration et le maintien d'un environnement sûr au sein des institutions du Mouvement.

Alignement de la démarche sur les politiques et stratégies pertinentes

Gouvernement haïtien

- Signataire des principaux instruments internationaux dont la **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** (signée en 1980), la **Convention relative aux droits de l'enfant** (signée en 1990), et des instruments régionaux tels que la **Convention interaméricaine relative aux droits de l'homme** (ratifiée en 1977) et la **Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme**, aussi connue sous le nom de **Convention de Belém do Para** (ratifiée en 1997) ;
- Le **plan national** contre la violence faite aux femmes ainsi qu'un plan quinquennal visant à mettre fin à la violence contre les femmes (2011-2016) ;
- Le **plan d'action** du ministère à la Condition féminine et des droits des femmes, qui insiste sur la promotion et la protection des femmes et des filles, surtout dans les situations de violence sexuelle et de violence sexiste.

Croix-Rouge haïtienne

- La Croix-Rouge haïtienne a fait part de sa volonté d'aligner ses stratégies sur la Stratégie 2020, dont un des trois objectifs stratégiques est de « **[p]romouvoir l'intégration sociale et une culture de non-violence et de paix** » ;
- La Croix-Rouge haïtienne participe au **plan d'action 2011-2012 de la diplomatie humanitaire pour Haïti** ;
- La Croix-Rouge haïtienne a participé au programme de la Société canadienne de la Croix-Rouge intitulé « *Creating Safe Environments in Ten Steps* » (création en dix étapes d'un environnement sûr), et ce, dans le cadre de l'action qu'elle mène pour sensibiliser à la prévention de la violence et renforcer ses capacités techniques dans ce domaine.

Fédération internationale

- La Fédération internationale a fait part de sa volonté d'aligner ses stratégies sur la **Stratégie 2020**, dont un des trois objectifs stratégiques est de « **[p]romouvoir l'intégration sociale et une culture de non-violence et de paix** » ;
- La prévention de la violence est explicitement traitée dans les objectifs 3 et 4 du **plan d'action 2011-2012 de la diplomatie humanitaire pour Haïti**. La Déclaration de Montréal sur la situation en Haïti précise qu'en reconnaissant les besoins spécifiques des populations vulnérables comme les femmes et les enfants pendant la phase de secours de l'opération, le Mouvement travaillera en étroite coopération avec les autorités gouvernementales haïtiennes et les membres du groupe sectoriel Protection afin de participer activement à la **prévention de la violence contre les enfants et les femmes**¹⁴ ;

¹⁴ International Federation of Red Cross Red Crescent, *Commitment for Haiti – Montreal, Canada*, 2010.

Opération Relèvement en Haïti – Plan d’action 2011-2012

- La prévention de la violence sera un thème prioritaire à la **conférence interaméricaine de 2012** ;
- La prévention de la violence sera un thème principal de la **stratégie des Amériques (2011-2015)** ;
- Le **Cadre stratégique à l'échelle de la Fédération pour Haïti** s'inscrit dans le droit fil de la Stratégie de la Fédération sur la prévention et l'atténuation de la violence, ainsi que les moyens d'y faire face ;
- La Fédération a achevé la mise au point de la **Stratégie sur la prévention et l'atténuation de la violence, ainsi que les moyens d'y faire face (2011–2020)**, qui insiste sur la nécessité d'intégrer la prévention de la violence dans les systèmes de chaque Société nationale et d'aider les communautés à réduire les risques de violence, en particulier s'agissant des enfants et des jeunes ;
- La Fédération est occupée à finaliser sa stratégie relative à l'équité entre les sexes, qui servira de cadre commun aux Sociétés nationales et au Secrétariat pour faire de l'équité hommes-femmes une question institutionnelle dans la planification et la mise en œuvre des programmes de développement d'urgence et à long terme. La stratégie donne des orientations stratégiques claires tant dans ses programmes qu'au niveau de l'organisation, afin que celle-ci soit plus efficace en venant au secours des personnes les plus vulnérables. Cette stratégie encourage l'équité entre les sexes au niveau de l'organisation et des programmes.

Informations complémentaires :

Croix-Rouge haïtienne

Avenue Maïs Gâté
En face de Avis Camp de Base
Croix-Rouge haïtienne
Port-au-Prince, Haïti
Tél. : +509 2519-0702
Fax : +509 2942-6471
www.croixrouge.ht

Bureau de la zone Amériques

International Federation of Red Cross and
Red Crescent Societies
Ave. Vicente Bonilla, #115
Clayton, Panama City, Panama
Tél. : +507-317-3050
Fax : +507-317-1304
haiti.info@ifrc.org
www.ifrc.org/haiti/

www.ifrc.org

Sauver des vies, changer les mentalités.



International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Federación Internacional de Sociedades de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja
الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر

EMERGENCY APPEAL

28/12/2011

MDRHT008

HAITI EARTHQUAKE

Budget Group	Multilateral Response	Inter-Agency Shelter Coord.	Bilateral Response	Appeal Budget CHF
Shelter - Relief	40,185,717			40,185,717
Shelter - Transitional	4,883,476			4,883,476
Construction - Housing	11,305	270		11,575
Construction - Facilities	17,257			17,257
Construction - Materials	2,771,094			2,771,094
Clothing & Textiles	4,307,739			4,307,739
Food	319,009			319,009
Seeds & Plants	0			0
Water, Sanitation & Hygiene	20,956,936			20,956,936
Medical & First Aid	1,079,706	23		1,079,729
Teaching Materials	1,058,555			1,058,555
Ustensils & Tools	4,548,769			4,548,769
Other Supplies & Services	4,685,430	10,000		4,695,430
Emergency Response Units	0		34,822,773	34,822,773
Cash Disbursements	0			0
Total RELIEF ITEMS, CONSTRUCTION AND SUPPLIES	84,824,993	10,293	34,822,773	119,658,059
Land & Buildings	2,974,067			2,974,067
Vehicles Purchase	1,844,249			1,844,249
Computer & Telecom Equipment	1,092,438	5,810		1,098,248
Office/Household Furniture & Equipment	647,580			647,580
Medical Equipment	12,775			12,775
Other Machiney & Equipment	45,972			45,972
Total LAND, VEHICLES AND EQUIPMENT	6,617,080	5,810	0	6,622,891
Storage, Warehousing	4,286,872	6,032		4,292,904
Distribution & Monitoring	7,453,344	3,818		7,457,163
Transport & Vehicle Costs	11,677,843	129,228		11,807,070
Logistics Services	765,039			765,039
Total LOGISTICS, TRANSPORT AND STORAGE	24,183,098	139,078	0	24,322,175
International Staff	38,203,192	252,229		38,455,422
National Staff	20,108,338	25,161		20,133,499
National Society Staff	5,544,517	2,438		5,546,955
Volunteers	1,070,948			1,070,948
Total PERSONNEL	64,926,996	279,827	0	65,206,824
Consultants	2,657,987	1,130,475		3,788,461
Professional Fees	1,247,085	257,936		1,505,021
Total CONSULTANTS & PROFESSIONAL FEES	3,905,071	1,388,411	0	5,293,482
Workshops & Training	2,728,742	16,727		2,745,469
Total WORKSHOP & TRAINING	2,728,742	16,727	0	2,745,469
Travel	2,652,197	98,030		2,750,228
Information & Public Relations	1,449,490	35,884		1,485,374
Office Costs	457,086	35,105		492,192
Communications	1,550,659	20,830		1,571,489
Financial Charges		723		723
Other General Expenses	3,311,410	2,737		3,314,147
Shared Support Services		6,405		6,405
Total GENERAL EXPENDITURES	9,420,843	199,715	0	9,620,558
Partner National Societies	10,031,985	15,475		10,047,460
Other Partners (NGOs, UN, other)		141,429		141,429
TOTAL TRANSFER TO PARTNERS	10,031,985	156,904	0	10,188,889
Operational Provisions	24,697,655			24,697,655
TOTAL OPERATIONAL PROVISIONS	24,697,655	0	0	24,697,655
Programme and Supplementary Services Recovery	13,599,976	146,409	0	13,746,384
Total INDIRECT COSTS	13,599,976	146,409	0	13,746,384
TOTAL BUDGET	244,936,439	2,343,173	34,822,773	282,102,385
Available Resources				
Multilateral Contributions	227,257,451	2,287,560		229,545,011
Bilateral Contributions		0	34,822,773	34,822,773
TOTAL AVAILABLE RESOURCES	227,257,451	2,287,560	34,822,773	264,367,784
NET EMERGENCY APPEAL NEEDS	17,678,988	55,613	0	17,734,601

MDRHT008 - Haiti - Earthquake

Appeal Launch Date: 13 Jan 10

Appeal Timeframe: 13 Jan 10 to 31 Dec 14

Interim Report

I. Consolidated Funding

Selected Parameters	
Reporting Timeframe	2010/01-2011/11
Budget Timeframe	2010/01-2014/12
Appeal	MDRHT008
Budget	APPEAL

All figures are in Swiss Francs (CHF)

	Disaster Management	Health and Social Services	National Society Development	Principles and Values	Coordination	TOTAL
A. Budget	120,046,734	46,399,890	22,482,445	58,806	58,291,738	247,279,613
B. Opening Balance	0	0	0	0	0	0
Income						
<u>Cash contributions</u>						
Albanian Red Cross	15,828					15,828
American Red Cross	22,196,750	15,256,043	1,308,224		48,800	38,809,817
Andorran Red Cross	71,872					71,872
Antigua and Barbuda Red Cross	108,684					108,684
Arcos Dorados B.V.					1,215,429	1,215,429
Argentine Red Cross	-105,986				378,902	272,916
Armenian Red Cross Society	2,098					2,098
Australian Red Cross	2,393,200	516,150			305,334	3,214,684
Australian Red Cross (from Australian Government)	926,900					926,900
Australia - Private Donors	439					439
Austrian Red Cross	36,629					36,629
Austrian Red Cross (from Austrian Government)		272,480			411,795	684,275
Austrian Red Cross (from Austria - Private Donors)		46,677				46,677
Bain & Co. Inc.	46,921					46,921
Bangladesh Red Crescent Society	1,099					1,099
Baphalali Swaziland Red Cross Society	6,889					6,889
Belarus Red Cross	14,935					14,935
Belgian Red Cross	16,562					16,562
Belgian Red Cross (Flanders)	61,454					61,454
Belgium - Private Donors	14,682					14,682
Belize Red Cross Society	82,107				259,556	341,663
Bolivia Private Donors	830					830
Botswana Red Cross Society	28,788	0				28,788
British Red Cross	148,271	822,375			22,659	993,305
British Red Cross (from DEC (Disasters Emergency Committee))	1,699,020					1,699,020
British Red Cross (from DFID - British Government)	1,086,366					1,086,366
Bulgarian Red Cross	143,520				148,680	292,200
Cambodian Red Cross Society	10,415					10,415
Cambodia - Private Donors					724	724
Canada - Private Donors	264					264
Canadian Government	41,158					41,158
CARE International	68,280					68,280
Caribbean Airlines					2,289	2,289
CERN Staff Association	17,000					17,000
Chilean Red Cross	353,392				193,652	547,044
China Red Cross, Hong Kong branch	965,451	1,660,187				2,625,638
China Red Cross, Macau branch					103,000	103,000
Colombian Red Cross Society	431,143					431,143
Consolidated Contractors Co. (CCC)	72,020					72,020
Costa Rican Red Cross	528,370	221,998			633,428	1,383,795
Credit Suisse	16,162					16,162
Croatian Red Cross	194,480				107,195	301,675
CWT Beheermaatschappij BV	0	66,409			37,736	104,145
Cyprus - Private Donors	135					135
Czech Government	81,808	0				81,808
Czech private donors	7,300					7,300
Czech Red Cross		165,107				165,107
Danish Red Cross	608,449	182,700			342,060	1,133,209
Danish Red Cross (from Danish Government)		187,706			375,412	563,119
Denmark - Private Donors	103					103
Dominica Red Cross Society	66,225				39,520	105,745
Economist Group	16,689					16,689
Egyptian Red Crescent Society					52,010	52,010
Egypt - Private Donors	513					513

Ericsson	513,084					513,084
Estonia Government	235,246					235,246
Estonia Red Cross	66,946					66,946
Ethiopian Red Cross Society	3,000					3,000
European Commission - DG ECHO	1,216,459					1,216,459
European Economic & Social Committee (EESC)	19,887					19,887
Finnish Red Cross	9,290					9,290
Fixed Mobile Convergence Alliance (FMCA)	11,581					11,581
France - Private Donors	464					464
French Red Cross	44,342					44,342
GDF Suez					10,613	10,613
German Red Cross	147,264		614,589			761,854
Germany - Private Donors	621				7,168	7,790
Ghana Red Cross Society					13,151	13,151
Great Britain - Private Donors	16,412					16,412
Guatemalan Red Cross	66,500	-18				66,482
Hellenic Red Cross	73,790					73,790
Hilton Worldwide	778,977					778,977
Hungarian Red Cross	41,560					41,560
Icelandic Red Cross	53,413	92,700				146,113
IFRC at the UN Inc	-5,387					-5,387
IFRC at the UN Inc (from Alcatel Lucent)	25,839					25,839
IFRC at the UN Inc (from Alcatel-Lucent Foundation)					49,665	49,665
IFRC at the UN Inc (from Analog Devices Incorporated)	53,530					53,530
IFRC at the UN Inc (from BlackRock)	18,738					18,738
IFRC at the UN Inc (from BP Foundation)	315,459					315,459
IFRC at the UN Inc (from Brazilian Government)	105,858	899,740				1,005,598
IFRC at the UN Inc (from CoreLogic)	22,531					22,531
IFRC at the UN Inc (from DELL Direct Giving Campaign)	250,053					250,053
IFRC at the UN Inc (from Electronic Theatre Controls, Inc.)	63,406					63,406
IFRC at the UN Inc (from Fibrogen)	10,052					10,052
IFRC at the UN Inc (from Gallagher Arthur J. & Co.)	116,361					116,361
IFRC at the UN Inc (from Gilson Inc.)	8,081					8,081
IFRC at the UN Inc (from Health Partners of Philadelphia)	2,158					2,158
IFRC at the UN Inc (from Islamic Heritage)	3,001					3,001
IFRC at the UN Inc (from Jones Apparel Group)	130,603					130,603
IFRC at the UN Inc (from Kraft Foods Foundation)					951	951
IFRC at the UN Inc (from Mellon Bank)	163,675					163,675
IFRC at the UN Inc (from The Mosaic Company)	125,027					125,027
IFRC at the UN Inc (from ThermoFisher Scientific)	24,624					24,624
IFRC at the UN Inc (from United States - Private Donors)	29,392				2,363	31,755
IFRC at the UN Inc (from Westminster Presbyterian Church of Munster)	8,565					8,565
Indian Red Cross Society (from India - Private Donors)	56,484		7,533			64,017
India - Private Donors	308					308
Iranian private donors	74					74
Ireland - Private Donors	2,582				21,386	23,968
Irish Government					368,895	368,895
Irish Red Cross Society	574,548	870,996	718,184	59,725	1,340,309	3,563,763
Irish Red Cross Society (from Irish Government)		221,988				221,988
Italian Government	267					267
Italian Government Bilateral Emergency Fund					737,681	737,681
Italian Red Cross		492,975	1,232,559			1,725,534
Italy - Private Donors	691					691
Jamaica Red Cross	213,206					213,206
Jamaica Red Cross (from Jamaica - Private Donors)	265,281					265,281
Japanese Government	2,425,132					2,425,132
Japanese Red Cross Society	1,000,000	10,000,000			233,034	11,233,034
Japan - Private Donors	8,894					8,894
Jordan - Private Donors	2,059				7,644	9,703
Kazakhstan - Private Donors	1,645					1,645
Kuwait - Private Donors	3,156				47,218	50,374
Kuwait Red Crescent Society	1,052,147					1,052,147
Latvian Red Cross	5,870					5,870
Lebanese Red Cross	45,975					45,975
Liberian Red Cross Society	4,275					4,275

Libyan Private Donors	4,063				4,063
Lichtenstein - Private Donors	5,199				5,199
Liechtenstein Red Cross	-47,581			50,000	2,419
Lithuanian Red Cross Society	37,296				37,296
Luxembourg - Private Donors	183				183
Luxembourg Red Cross	18,466				18,466
Macedonia private donors	100				100
Malaysian Red Crescent Society		7,626		3,268	10,895
Malaysia - Private Donors	31				31
Malta Red Cross Society	63,699				63,699
Marriott International Inc.				7,784	7,784
Mauritius Red Cross Society (from Mauritius Private Donors)	70,097				70,097
McDonald corp.	0	513,084			513,084
Mexican Red Cross	326,278				326,278
Mexico - Private Donors	1,026				1,026
Michelin	50				50
Moroccan Red Crescent				32,560	32,560
Morocco Private Donors				16,705	16,705
Namibia Red Cross		39,701		17,015	56,716
Nepal Private Donors	2,039				2,039
Nepal Red Cross Society	1,500				1,500
Nestle	205,655				205,655
Netherlands - Private Donors	1,394				1,394
New Zealand Red Cross	10,000			865,285	875,285
New Zealand Red Cross (from New Zealand Government)	135,678	162,702			298,380
Nicaraguan Red Cross	167,971				167,971
Nigeria private donors	220				220
Norway - Private Donors	10,830				10,830
Norwegian Red Cross	1,460,789	804,398	1,260,847	181,422	3,707,457
Office of the Representative of the Dalai Lama				100,000	100,000
Oman - Private Donors	8,556				8,556
On Line donations	894,656				894,656
OPEC Fund For International Development	538,097				538,097
Other	4,557,125	-1,420	0		4,555,705
Pakistan Private Donors	5,332				5,332
Palau Red Cross Society	6,371				6,371
Peruvian Red Cross	75,674	-2,958			72,717
Polish Red Cross	128,947	0			128,947
Portuguese - Private Donors	147				147
Portuguese Red Cross				737,078	737,078
Procter & Gamble	5,000				5,000
Qatar Red Crescent Society	156,342				156,342
Red Crescent Society of the United Arab Emirates	84,972			80,000	164,972
Red Cross of Cape Verde	396				396
Red Cross of Monaco				73,649	73,649
Red Cross of Montenegro				5,556	5,556
Red Cross of Montenegro (from Montenegro Government)				87,038	87,038
Red Cross of Viet Nam				21,395	21,395
Red Cross Society of China	2,193,854			948,891	3,142,746
Red Cross Society of China (from Jet Lee One Foundation)				319,898	319,898
Red Cross Society of Côte d'Ivoire	22,354				22,354
Red Cross Society of Georgia	320				320
Red Cross Society of Georgia (from United States Government - Missions)	680				680
Romanian Red Cross				69,633	69,633
Russia - Private Donors	106				106
Saint Kitts and Nevis Red Cross Society	68,876				68,876
Saint Lucia Red Cross		44,398		19,028	63,426
Saint Vincent and the Grenadines Red Cross	90,463				90,463
Saudi Arabia - Private Donors	1,075				1,075
Save the Children (from Great Britain - Private Donors)				208,645	208,645
Senegal Private Donor	148				148
Seychelles Red Cross Society	12,948				12,948
Seychelles Red Cross Society (from Seychelles private donors)	26,339				26,339
Singapore - Private Donors	3,405				3,405
Singapore Red Cross Society	583,749				583,749

Singapore Red Cross Society (from New Creation Church)					20,836	20,836
Singapore Red Cross Society (from Rahmatan Lil Alamin (Blessings-to-all) Foundation)	50,782					50,782
(SITA) Ste Intern. Telecomm. Aeronau	77,226					77,226
Slovak Red Cross	159,776	59,729				219,505
Slovenia Government	73,746					73,746
Slovenian Red Cross	106,663			1,783		108,446
Soft Choice Corporation				23,069		23,069
Sonesta Maho BC				26,582		26,582
South Africa - Private Donors	105					105
Spain - Private Donors	15,228					15,228
Spanish Red Cross	729,311	219,587		405,734		1,354,632
Sphene International Ltd	1,570,081					1,570,081
Sri Lanka - Private Donors	1,036	1				1,037
SSI (Survey Sampling International)	20,638					20,638
Suriname Red Cross	267,126		187,731	146,064		600,921
Swedish Red Cross	4,861,928	725,168	1,477,170	72,932		7,137,198
Swedish Red Cross (from Swedish Government)	2,734,208			200,000		2,934,208
Swiss Red Cross	66,135					66,135
Switzerland - Private Donors	41,042			400		41,442
Synovate Inc.	30,203					30,203
Syrian Arab Red Crescent	10,027					10,027
Tajikistan - Private Donors	103					103
Thailand - Private Donors	52,443					52,443
Thasia International Development Ltd	53,637					53,637
The Bahamas Red Cross Society	52,868			622,924		675,792
The Barbados Red Cross Society	413,594					413,594
The Canadian Red Cross Society	7,903,141	4,978,111		4,856,271		17,737,523
The Canadian Red Cross Society (from Canadian Government)	23,082,936		10,570,905	200,000		33,853,840
The Gambia Red Cross Society	1,591					1,591
The Guyana Red Cross Society		48,655		20,852		69,507
The Netherlands Red Cross	5,980,036	2,995,720				8,975,757
The Netherlands Red Cross (from Netherlands Government)	735,943					735,943
The Red Cross of Serbia & Montenegro	-700					-700
The Red Cross of Serbia & Montenegro (from Government of Serbia & Montenegro)	172,162					172,162
The Red Cross of Serbia & Montenegro (from Serbia & Montenegro - Private Donors)	1,739					1,739
The Red Cross of The Former Yugoslav Rep.Macedonia	47,581			47,581		95,161
The Red Cross Society of Bosnia and Herzegovina				31,403		31,403
The Red Cross Society of Bosnia and Herzegovina (from Government of Bosnia & Herzegovina)	71,953			99,365		171,317
The Republic of Korea National Red Cross	94,134	265,600				359,734
The Republic of Korea National Red Cross (from Republic of Korea - Private Donors)	545,895	60				545,955
The South African Red Cross Society	286,805					286,805
The Thai Red Cross Society	2,995,652			1,346,248		4,341,900
The Thai Red Cross Society (from Thai Government)	30,658					30,658
The Trinidad and Tobago Red Cross Society	1,262,754					1,262,754
Thomson Reuters	14,048					14,048
Trinidad & Tobago - Private Donors		9,952		5,095		15,046
Ukrainian Red Cross Society	9,303					9,303
Unidentified donor	5,199					5,199
United Arab Emirates - Private Donors	13,084					13,084
United States - Private Donors	18,089					18,089
Uruguayan Red Cross				14,205		14,205
VERF/WHO Voluntary Emergency Relief	7,000					7,000
WIPO /OMPI staff	1,570					1,570
Xstrata AG	472,534			36,371		508,906
Zambia Red Cross Society (from Zambia - Private Donors)	234					234
Zurich Insurance Company				239,923		239,923
Z Zurich Foundation	250,000					250,000
C1. Cash contributions	110,242,369	42,846,328	17,377,743	59,725	19,780,749	190,306,914

Inkind Goods & Transport

American Red Cross	11,994,165					11,994,165
Austrian Red Cross	570,822					570,822
Belgian Red Cross	254,806					254,806
Belgian Red Cross (Flanders)	1,054,080					1,054,080

British Red Cross	1,255,290				1,255,290
Canadian Government	909,447				909,447
China Red Cross, Hong Kong branch	814,268				814,268
Croatian Red Cross	140,097				140,097
Danish Red Cross	113,195				113,195
Finnish Red Cross	161,242				161,242
French Red Cross	721,874				721,874
Icelandic Red Cross	52,514				52,514
Kuwait Red Crescent Society	362,340				362,340
Luxembourg Red Cross	348,512				348,512
Norwegian Red Cross	214,548				214,548
Red Crescent Society of the United Arab Emirates	236,100				236,100
Spanish Red Cross	464,194				464,194
Swiss Red Cross	1,017,467				1,017,467
Syrian Arab Red Crescent	154,257				154,257
The Canadian Red Cross Society	1,008,789				1,008,789
The Netherlands Red Cross	4,669,405				4,669,405
The Republic of Korea National Red Cross		242,631			242,631
C2. Inkind Goods & Transport	26,517,414	242,631			26,760,045

Inkind Personnel

American Red Cross	169,470	18,503		222,640	410,613
Australian Red Cross	78,867	39,750		125,150	243,767
British Red Cross	47,000	7,500		84,700	139,200
Danish Red Cross	99,550	45,250			144,800
Finnish Red Cross		80,623		151,033	231,656
French Red Cross	36,960				36,960
Icelandic Red Cross		46,000		31,570	77,570
Japanese Red Cross Society		499,794			499,794
New Zealand Red Cross	55,807			45,873	101,680
Norwegian Red Cross		13,787		26,400	40,187
Other	20,387	144,410		18,200	182,997
Spanish Red Cross	106,550				106,550
Swedish Red Cross				92,660	92,660
Swiss Red Cross	34,250				34,250
The Canadian Red Cross Society	32,267	205,403		396,466	634,136
C3. Inkind Personnel	681,108	1,101,020		1,194,692	2,976,820

Other Income

Balance Reallocation	72,560			-920	0	71,640
Fundraising Fees	-297,314	-1			-15,513	-312,828
IFRC at the UN Inc allocations	31,487					31,487
Interest Allocation to Programmes	52,155					52,155
Programme & Services Support Recover					829,000	829,000
Services Fees	327,007	36,894			235,936	599,837
Sundry Income	98	16,224			941	17,264
C4. Other Income	185,994	53,117		-920	1,050,364	1,288,554

C. Total Income = SUM(C1..C4) 137,626,884 44,243,096 17,377,743 58,805 22,025,805 221,332,333

D. Total Funding = B + C 137,626,884 44,243,096 17,377,743 58,805 22,025,805 221,332,333

Appeal Coverage 115% 95% 77% 100% 38% 90%

II. Movement of Funds

	Disaster Management	Health and Social Services	National Society Development	Principles and Values	Coordination	TOTAL
B. Opening Balance	0	0	0	0	0	0
C. Income	137,626,884	44,243,096	17,377,743	58,805	22,025,805	221,332,333
E. Expenditure	-97,257,453	-20,361,983	-14,697,921	-58,805	-18,331,498	-150,707,659
F. Closing Balance = (B + C + E)	40,369,431	23,881,113	2,679,822	0	3,694,307	70,624,673

III. Consolidated Expenditure vs. Budget

Account Groups	Budget	Expenditure					TOTAL	Variance
		Disaster Management	Health and Social Services	National Society Development	Principles and Values	Coordination		
A		B					A - B	
BUDGET (C)		120,046,734	46,399,890	22,482,445	58,806	58,291,738	247,279,613	
Relief items, Construction, Supplies								
Shelter - Relief	40,185,717	18,185,406	38,796			18,224,202	21,961,514	
Shelter - Transitional	4,883,476	13,028,308	151,491			13,288,202	-8,404,726	
Construction - Housing	11,575	11,575				62,550	74,125	
Construction - Facilities	17,257	24,338				120,015	144,353	
Construction Materials	2,771,094	2,901,711	454,850	14,461		1,471,667	4,842,689	
Clothing & Textiles	4,307,739	3,762,080	532,479			1,780	4,296,339	
Food	319,009	327				311,782	312,110	
Seeds & Plants		158					158	
Water, Sanitation & Hygiene	20,956,936	13,826,500	4,939,414			52,466	18,818,379	

Medical & First Aid	1,079,729	550,525	56,096	14,125		99,510	720,256	359,473
Teaching Materials	1,058,555	43,312	113,431			181	156,924	901,631
Utensils & Tools	4,548,769	4,463,389	1,154			9,350	4,473,893	74,876
Other Supplies & Services	4,695,430	495,092	190			6,920	502,202	4,193,228
Total Relief items, Construction, Supplies	84,835,286	57,292,718	6,287,901	28,587		2,244,625	65,853,830	18,981,455
Land, vehicles & equipment								
Land & Buildings	2,974,067	39,652		1,132,224			1,171,877	1,802,190
Vehicles	1,844,249	273,153	50,290				323,443	1,520,806
Computers & Telecom	1,098,248	448,511	50,649	23,280		391,291	913,731	184,517
Office & Household Equipment	647,580	232,128	72,357	24,523		176,283	505,291	142,289
Medical Equipment	12,775		12,775				12,775	0
Others Machinery & Equipment	45,972	23,008	6,955			27,197	57,159	-11,187
Total Land, vehicles & equipment	6,622,891	1,016,453	193,026	1,180,027		594,770	2,984,275	3,638,615
Logistics, Transport & Storage								
Storage	4,292,904	2,054,716	370,222	11,269		43,669	2,479,875	1,813,029
Distribution & Monitoring	7,457,163	5,177,887	799,490	121,637		310,993	6,410,006	1,047,156
Transport & Vehicles Costs	11,807,070	4,530,833	1,248,362	138,956		738,689	6,656,841	5,150,229
Logistics Services	765,039	1,319,730	128,924	1,650		80,411	1,530,715	-765,677
Total Logistics, Transport & Storage	24,322,175	13,083,166	2,546,997	273,512		1,173,763	17,077,438	7,244,738
Personnel								
International Staff	38,455,422	7,257,699	3,744,257	109,491	46,283	11,554,029	22,711,759	15,743,663
National Staff	20,133,499	3,573,058	2,036,966	68,149	49	3,263,212	8,941,434	11,192,065
National Society Staff	5,546,955	643,000	285,955	1,215,760		374,077	2,518,793	3,028,162
Volunteers	1,070,948	362,828	196,019			130,707	689,554	381,394
Total Personnel	65,206,824	11,836,585	6,263,198	1,393,400	46,332	15,322,025	34,861,539	30,345,284
Consultants & Professional Fees								
Consultants	3,788,461	1,775,471	11,167			625,087	2,411,725	1,376,736
Professional Fees	1,505,021	219,284	75,815	260,646		424,206	979,951	525,069
Total Consultants & Professional Fees	5,293,482	1,994,755	86,981	260,646		1,049,294	3,391,677	1,901,805
Workshops & Training								
Workshops & Training	2,745,469	690,660	216,473	50,896	1,625	301,309	1,260,962	1,484,507
Total Workshops & Training	2,745,469	690,660	216,473	50,896	1,625	301,309	1,260,962	1,484,507
General Expenditure								
Travel	2,750,228	1,051,558	205,789	18,014	4,552	822,376	2,102,288	647,940
Information & Public Relations	1,485,374	302,378	68,661	13,743		394,921	779,703	705,671
Office Costs	1,642,893	496,980	254,530	182,068	2,199	923,246	1,859,024	-216,131
Communications	1,571,489	169,724	43,182	36,188		512,966	762,060	809,430
Financial Charges	-1,149,978	-1,283,911	52,046	6,123	-6	-382,832	-1,608,580	458,602
Other General Expenses	272,098	206,126	40,302	584		34,966	281,978	-9,880
Shared Office and Services Costs	-0	3,148,720	1,957,313	202,231		-5,825,427	-517,163	517,163
Total General Expenditure	6,572,104	4,091,574	2,621,822	458,951	6,745	-3,519,784	3,659,309	2,912,794
Depreciation								
Assets Depreciation	3,048,454	668,476	730,246			63,359	1,462,081	1,586,374
Total Depreciation	3,048,454	668,476	730,246			63,359	1,462,081	1,586,374
Contributions & Transfers								
Cash Transfers National Societies	10,047,460	15,475		10,031,986			10,047,461	-1
Cash Transfers to 3rd Parties	141,429	193,979					193,979	-52,550
Total Contributions & Transfers	10,188,889	209,454		10,031,986			10,241,440	-52,551
Operational Provisions								
Operational Provisions	24,697,655	233,222	93,271	102,447		50,585	479,526	24,218,129
Total Operational Provisions	24,697,655	233,222	93,271	102,447		50,585	479,526	24,218,129
Indirect Costs								
Programme & Services Support Recover	13,409,434	5,597,698	1,165,876	895,729	3,556	1,045,606	8,708,465	4,700,970
Total Indirect Costs	13,409,434	5,597,698	1,165,876	895,729	3,556	1,045,606	8,708,465	4,700,970
Pledge Specific Costs								
Pledge Earmarking Fee	325,450	522,597	145,475	20,661	547	5,229	694,509	-369,059
Pledge Reporting Fees	11,500	20,094	10,717	1,080		717	32,608	-21,108
Total Pledge Specific Costs	336,950	542,691	156,192	21,741	547	5,946	727,116	-390,166
TOTAL EXPENDITURE (D)	247,279,613	97,257,453	20,361,983	14,697,921	58,805	18,331,498	150,707,659	96,571,953
VARIANCE (C - D)		22,789,281	26,037,908	7,784,523	2	39,960,240	96,571,953	